

## MONTAGE ET IMPORTATION DE VÉHICULES

# Les précisions du Ministre de l'industrie

*L'Algérie aspire à impulser une dynamique nouvelle pour son développement économique et industriel. Le pays verra son secteur automobile démarrer sur les chapeaux de roue! dès 2025. C'est du moins les espérances du Ministre en charge de ce secteur, qui dans une réponse écrite à une députée a annoncé que son ministère travaille principalement sur le développement de l'industrie mécanique en créant une véritable industrie reposant sur un taux d'intégration significatif, tout en confirmant la poursuite de l'importation de véhicules depuis 2023. P 3*



## RÉCHAUFFEMENT DES RELATIONS ALGÉRO- ESPAGNOLES

**Le port de Castellón,**  
**premier à rétablir la**  
**route commerciale**  
**avec l'Algérie**



Le port de Castellón, situé dans la région de Valence, en Espagne, a récemment rouvert sa voie commerciale avec l'Algérie, devenant ainsi le premier port espagnol à rétablir cette liaison après le blocage imposé par le pays nord-africain il y a plus de deux ans.

P 3

**MARCHÉ EUROPÉEN DU GAZ**  
**L'Algérie, acteur**  
**clé de la stabilité des**  
**approvisionnements**

Les importations de gaz en Europe par gazoduc sont restées stables en 2024, malgré une légère baisse des importations de gaz norvégien en novembre. Cette baisse a été compensée par une augmentation des livraisons en provenance d'autres pays, ce qui a permis de maintenir l'équilibre des approvisionnements.

P 5

**SONATRACH**  
**Réception du**  
**complexe d'extraction**  
**du GPL à Rhoud El-**  
**Baguel durant le 1e**  
**semestre 2025**

Le taux de réalisation du projet du complexe d'extraction du Gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Rhoud El Baguel (dans la wilaya de Ouargla) a atteint les 70% et devrait être réceptionné durant le 1e semestre 2025, a indiqué, un communiqué de Sonatrach.

P 4

ESSOR DE LA PRODUCTION NATIONALE

**Mesures stratégiques et**  
**nouvelles initiatives pour**  
**stimuler l'investissement** P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Examen de projets de décrets**  
**exécutifs et exposés relatifs**  
**à plusieurs secteurs** P 16

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE  
L'HABITAT ET DE L'URBANISME

**L'Algérie prend la**  
**présidence tournante** P 2

LA TUNISIE  
PRIVILÉGIÉE**Afflux  
important  
de touristes  
algériens**

Les postes frontaliers relevant du gouvernement de Jendouba Melloula-Babouch-Jelil connaissent un important flux de touristes Algériens.

Selon l'Agence TAP, le nombre des visiteurs a augmenté de 30%, durant la première quinzaine de décembre, pour atteindre 63150 touristes contre 48538 à la même période de 2023.

Le marché algérien a enregistré, du 1er janvier au 15 décembre 2024, une hausse de 21% avec la visite de 1 million 200 mille touristes Algériens contre 985 mille à la même période de l'année écoulée.

Le nombre de touristes Algériens attendus pour les vacances de fin d'année sur la région devrait atteindre des chiffres records notamment à Tabarka et Ain Draham, a estimé la même source.

GAZ

**L'Algérie devient le premier  
fournisseur de l'Union  
Européenne**

Les données publiées par l'Agence européenne des statistiques « Eurostat » révèlent que l'Algérie a surpassé la Russie en octobre dernier, devenant ainsi le principal fournisseur de gaz naturel de l'Union européenne.

Selon les chiffres rapportés par l'agence russe « Novosti » et relayés par « Russia Today », la part de l'Algérie dans les importations européennes a atteint 21,6 %. Ce résultat s'explique par l'augmentation de ses exportations de gaz vers l'UE, qui sont passées de 1,1 milliard d'euros en septembre à 1,3 milliard d'euros en octobre.

La Russie, autrefois leader, s'est classée deuxième avec une part de marché de 21,2 % en octobre, contre 23,7 % en septembre. Ses exportations de gaz ont chuté de 6 %, atteignant également 1,3 milliard d'euros, ce qui a contribué à sa rétrogradation au second rang.

Les États-Unis occupent la troisième position avec des exportations estimées à 1,2

milliard d'euros, suivis par la Norvège avec 777,4 millions d'euros, et l'Azerbaïdjan qui se place cinquième avec 431,3 millions d'euros.

Au total, l'Union européenne a acheté pour 6,15 milliards d'euros de gaz en octobre, enregistrant une hausse de 5 % par rapport à septembre.

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

**L'Algérie prend la présidence tournante**

L'Algérie a pris la présidence tournante du Conseil des ministres arabes de l'Habitat et de l'Urbanisme, dont la 41e réunion s'est tenue mardi à Alger sous la présidence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi. La cérémonie de passation s'est déroulée lors d'une

séance à huis clos entre le ministre libyen de l'Habitat, Abu Bakr Al Ghawi, et M. Belaribi.

Dans des déclarations à la presse à l'issue de la réunion, M. Belaribi a adressé ses remerciements à son prédécesseur, souhaitant "être à la hauteur des attentes des citoyens arabes". S'agissant des travaux de la

réunion, le ministre a précisé qu'ils ont été marqués par des échanges "riches" et par un partage d'expériences et de nouvelles visions dans le domaine de l'habitat et de l'urbanisme, qui ont vocation, a-t-il dit, à "améliorer la situation du logement dans les pays arabes".

M. Belaribi a, par ailleurs, saisi cette occasion pour

réaffirmer la position constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne et sa solidarité avec le peuple palestinien face à l'agression sioniste brutale. "La position de l'Algérie, Président, Gouvernement et peuple, est claire et notre solidarité avec la Palestine et avec nos frères à Ghaza est constante", a-t-il affirmé.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

**10 mort et 201 blessés en 24 heures**

Dix personnes (10) sont décédées et 201 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenue au cours des dernières 24 heures à travers plu-

sieurs wilayas du pays, indique, mercredi, un communiqué de la Protection civile. L'accident le plus grave a été enregistré dans la wilaya de El Meniaa avec trois décès et

trois blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers survenue sur la RN 01 au niveau de la commune d'El Meniaa, précise la même source.

Par ailleurs, la Protection civile est intervenue pour prodiguer des soins de première urgence à 16 personnes intoxiquées au monoxyde de carbone émanant d'appareils de

chauffage et de chauffe-eau dans les wilayas d'Alger (8 personnes), Oum El Bouaghi (4), Khenchela (3) et Chef (1), note le communiqué.

ORAN

**La 10ème édition du Salon national de soutien aux produits  
de l'artisanat à partir du 28 décembre**

La 10e édition du Salon national de soutien aux produits de l'artisanat se tiendra du 28 décembre au 4 janvier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, a annoncé, mardi, la Chambre locale de l'artisanat et des métiers.

Cette manifestation, organisée par la Chambre de l'artisanat et des métiers en collaboration avec la direction locale

du tourisme et de l'artisanat, prévoit la participation de 100 exposants de différentes wilayas du pays, dont 40 artisans de la capitale de l'Ouest.

Tous ces participants sont spécialisés dans l'artisanat d'art, a souligné Miloud Tahar Djebbar, directeur de la Chambre, dans une déclaration à l'APS.

L'objectif de ce salon est de soutenir la production artisanale, de promouvoir

les produits de l'artisanat, d'intégrer les métiers dans la dynamique économique, de valoriser l'importance économique du secteur de l'artisanat, d'échanger les expériences et de créer un espace de visibilité pour les produits de l'artisanat traditionnel, a ajouté le même responsable.

Dans le cadre de cet événement, quatre ateliers seront organisés dans les spé-

cialités suivantes : "peinture et décoration", "produits en cuir", "habillement traditionnel" et "céramique artistique". Ces ateliers seront animés par des artisans d'Oran, a précisé la même source. Il a également ajouté que les exposants venus d'autres wilayas auront la possibilité de mettre en place leurs propres ateliers au sein de leurs stands, selon la nature de leurs activités artisanales.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554GérantBelmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication

Radji Zahir

Siège social03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

DistributionCentre:  
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale  
de Communication, d'Édition et de Publicité»Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## MONTAGE ET IMPORTATION DE VÉHICULES

**Les précisions du Ministre de l'industrie**

*L'Algérie aspire à impulser une dynamique nouvelle pour son développement économique et industriel. Le pays verra son secteur automobile démarrer sur les chapeaux de roue dès 2025. C'est du moins les espérances du Ministre en charge de ce secteur, qui dans une réponse écrite à une députée a annoncé que son ministère travaille principalement sur le développement de l'industrie mécanique en créant une véritable industrie reposant sur un taux d'intégration significatif, tout en confirmant la poursuite de l'importation de véhicules depuis 2023.*

Par Réda Hadi

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, dans sa réponse a précisé que la rareté de cette marchandise nécessite de fournir le marché local par l'importation de véhicules, en attendant le développement de l'activité de fabrication de véhicules.

Dans ce cadre, Sifi a confirmé que l'opération d'importation de véhicules est en cours depuis le début de 2023, via les 24 premiers concessionnaires agréés pour l'activité de vente de véhicules neufs, ce qui a permis l'entrée de 227 232 véhi-

cules sur le territoire national.

Concernant la réorganisation de l'activité de fabrication de véhicules, le ministre a indiqué que la relance de la fabrication de véhicules en Algérie se fait selon des règles claires, nécessitant notamment le développement des réseaux de sous-traitants dans le secteur de l'industrie. Il a ajouté que la commission technique chargée de l'étude et du suivi des dossiers de demande d'agrément pour la fabrication de véhicules travaille de manière continue et à un rythme adapté au volume des dossiers déposés, précisant qu'un agrément sera délivré pour chaque dossier conforme au cahier

des charges et aux règlements - décret exécutif n° 22-34 du 17 novembre 2022, qui définit les conditions et modalités de l'exercice de l'activité de fabrication de véhicules modifié et complété - 36 dossiers ont été déposés sur la plateforme numérique dédiée au système de fabrication de véhicules.

Selon la réponse du ministre, cette étude a conduit à la délivrance de plusieurs agréments pour la fabrication de différents types de véhicules, tels que des voitures particulières, des utilitaires légers, des motos, des camions, des bus, des tracteurs agricoles et des remorques, et autres marques seront agréées dans les

jours à venir selon le cahier des charges et les lois en vigueur.

Concernant l'usine Kia dans la wilaya de Batna, le ministre a indiqué que son département s'efforce de valoriser les usines de véhicules concrétisées sur le terrain, y compris celles qui ont été saisies au profit de l'État et qui ont récemment été cédées à des entreprises publiques.

Le ministère, en collaboration avec tous les secteurs concernés, prend toutes les mesures nécessaires pour les intégrer dans la nouvelle stratégie de l'industrie automobile et permettre la relance de la production dans les plus brefs délais.

## RÉCHAUFFEMENT DES RELATIONS ALGÉRO-ESPAGNOLES

**Le port de Castellón, premier à rétablir la route commerciale avec l'Algérie**

Par Mourad A.

Le port de Castellón, situé dans la région de Valence, en Espagne, a récemment rouvert sa voie commerciale avec l'Algérie, devenant ainsi le premier port espagnol à rétablir cette liaison après le blocage imposé par le pays nord-africain il y a plus de deux ans. Pour marquer ce tournant, le port a organisé une mission commerciale en Algérie, initiant ainsi la réactivation des liaisons maritimes entre les deux nations, ont rapporté plusieurs médias espagnols. Cette mission avait pour objectif principal de rétablir les lignes régulières de transport maritime entre Castellón et les ports algériens, essentielles pour relancer les exportations. Avant la suspension, le port de Castellón entretenait déjà cinq

lignes régulières avec l'Algérie. La mission a réuni plusieurs acteurs clés du secteur portuaire : des opérateurs logistiques, des responsables de terminaux portuaires, des représentants du secteur céramique et de la Chambre de Commerce, renforçant ainsi la représentation commerciale de la province. Au programme de la mission figuraient des rencontres B2B avec des entreprises algériennes, destinées à renforcer les commerciales et à préparer le terrain pour la reprise des lignes maritimes régulières. L'objectif est de relancer les échanges d'ici le premier trimestre 2025, avec l'espoir d'étendre progressivement les liaisons commerciales. Au-delà du secteur céramique, la mission a également porté un intérêt particulier à d'autres secteurs, notamment l'agro-in-

dustrie, en raison des besoins de modernisation de l'agriculture algérienne et de la préférence du pays pour les produits européens de qualité. Ces nouvelles opportunités ouvrent des perspectives intéressantes pour les entreprises de Castellón, notamment celles spécialisées dans les technologies et services innovants.

La reprise des relations commerciales marque une étape stratégique clé pour relancer les échanges avec un marché essentiel pour l'activité portuaire de Castellón, en particulier dans le secteur céramique, qui a été durement impacté par l'interruption des liaisons. En effet, au cours des deux dernières années, les entreprises de Castellón, et plus particulièrement celles du secteur céramique, ont subi des pertes considérables

en raison du blocage commercial d'Algérie. Ce blocage, en grande partie dû à la détérioration des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'Algérie, a engendré des pertes estimées à près de 300 millions d'euros pour la province, un coup dur pour un secteur fortement tourné vers l'exportation, notamment vers l'Algérie. Avant cette crise, l'Algérie était le principal marché pour les exportations du port de Castellón, en particulier dans le secteur de la céramique. Les entreprises céramiques et les fabricants de machines céramiques forment un cluster puissant dans la province, un secteur clé de l'économie espagnole. Ce blocage a donc particulièrement affecté cette industrie. Selon les chiffres de l'Union européenne, la valeur des exportations vers l'Algérie est

passée de 22,3 milliards d'euros en 2015 à 14,9 milliards en 2023, une chute qui a eu un impact direct sur la région de Castellón, avec une perte de 200 millions d'euros pour ce seul secteur.

Le port de Castellón, qui occupe une position de leader en Espagne, continue d'afficher de bons résultats. En novembre 2024, il a enregistré une croissance de 60,51 % par rapport à l'année précédente, consolidant ainsi son ascension en matière de trafic de marchandises. De plus, en juillet 2024, un projet stratégique visant à développer un hub dédié à l'industrie éolienne offshore a été lancé, renforçant ainsi la position du port en tant qu'acteur clé dans les secteurs industriels à forte intensité d'investissement et de main-d'œuvre qualifiée.

## ÉNERGIE NUCLÉAIRE PACIFIQUE

**L'Algérie s'engage activement sur la voie de l'innovation**

Par M. A.

L'énergie nucléaire, souvent perçue à travers le prisme de la puissance et des controverses, prend en Algérie un visage bien différent, celui de l'innovation et du développement durable. Grâce à une stratégie nationale ambitieuse, le pays s'efforce d'exploiter le potentiel des technologies nucléaires pour répondre à des défis cruciaux tels que la santé publique, la sécurité alimentaire et la préservation des ressources naturelles. Cette vision repose sur un réseau de centres de recherche avancés et un engagement clair sur la scène internationale pour promouvoir les usages pacifiques de l'énergie atomique, comme l'a expliqué Ismail Koraichi, directeur du Centre national des données du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA).

Créé en 1996 par décret présidentiel et rattaché au ministère de l'Énergie et des Mines, le COMENA joue un rôle essen-

tiel dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière de technologies nucléaires. Le Dr Koraichi a souligné que ses missions incluent le développement de compétences spécialisées, la gestion du cycle du combustible nucléaire et l'encadrement des applications pacifiques des sciences nucléaires. « Le COMENA assure aussi la formation des experts et le suivi des innovations technologiques, afin de garantir une maîtrise totale de ces technologies dans des secteurs stratégiques tels que la santé, l'agriculture et l'industrie », a-t-il précisé lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. L'Algérie dispose aujourd'hui d'un réseau de centres de recherche nucléaire, comme le réacteur « EsSalam » à Birine (Wilaya de Djelfa), spécialisé dans la production d'isotopes radioactifs et la gestion des déchets nucléaires. À Alger et à Tamanrasset, des centres se consacrent à la fabrication du combustible nucléaire et à l'exploration des res-

sources nécessaires au développement de l'énergie nucléaire. « Ces centres sont au cœur de l'innovation, avec des projets visant à répondre aux besoins croissants en matière d'énergie et de recherche », a ajouté Dr Koraichi. L'Algérie, signataire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, a toujours milité pour une exemption d'armes nucléaires, une position renforcée par son expérience historique marquée par les essais nucléaires durant la colonisation. « Cette mémoire nous pousse à renforcer notre coopération régionale et internationale, notamment dans les domaines de la surveillance nucléaire et du désarmement », a déclaré Dr Koraichi. Cette position repose sur un engagement ferme envers la paix, la sécurité et la stabilité internationales. L'énergie nucléaire s'intègre également dans le programme national de transition énergétique. Le pays, en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), explore

des solutions innovantes pour une exploitation durable de ses ressources naturelles. « Nous avons recours à des techniques isotopiques pour mieux gérer les nappes phréatiques et lutter contre la désertification, tout en améliorant les rendements agricoles », a précisé Dr Koraichi. En parallèle, dans le secteur de la santé, l'utilisation des technologies nucléaires a permis des avancées notables, en particulier dans le diagnostic et le traitement du cancer. « L'objectif est de renforcer l'accès aux traitements de radiothérapie et de radiopharmacie », a-t-il ajouté. Quant à la production d'électricité par l'énergie nucléaire, bien que ce projet soit à long terme, il constitue un objectif stratégique majeur. « La construction de centrales nucléaires est un projet complexe, nécessitant une préparation de plusieurs années, mais elle permettrait de diversifier le mix énergétique de l'Algérie », a conclu Dr Koraichi.

ALGER:

## Poursuite des travaux de la 8<sup>e</sup> Conférence arabe de l'habitat

Les travaux de la 8<sup>e</sup> Conférence arabe de l'habitat se poursuivent au Centre international des conférences Abdelatif Rahal à Alger, pour leur deuxième journée. Les discussions se concentrent sur plusieurs thématiques essentielles, notamment : l'urbanisme durable, le logement décent et abordable, les villes durables et la qualité de vie, ainsi que la construction écologique et l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement.

En marge de la conférence, le ministre algérien de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, accompagnera ses homologues arabes lors de visites de terrain au nouveau siège du ministère de l'Habitat et à la nouvelle ville de Sidi Abdellah. Lors de la 41<sup>e</sup> réunion du Conseil des ministres arabes du logement et de l'urbanisme, tenue mardi à Alger, l'Algérie a officiellement pris la présidence de cette instance. La cérémonie de passation s'est déroulée à huis clos entre le ministre libyen de l'Habitat et de l'Urbanisme, Aboubakr Al-Ghaoui, et son homologue algérien, Mohamed Tarek Belaribi.

Dans ses déclarations à la presse, M. Belaribi a exprimé sa volonté d'apporter "une nouvelle impulsion dans les formules de logement pour répondre aux aspirations de nos citoyens", tout en remerciant son prédécesseur. Il a également souligné son engagement à être "à la hauteur des attentes des citoyens arabes".

Le ministre a mis en avant la richesse des débats et le partage d'expériences lors de cette rencontre, affirmant que ces discussions contribueront à "améliorer les politiques de logement et d'urbanisme dans les pays arabes".

En parallèle, la première réunion ministérielle arabo-chinoise sur le logement et le développement urbain s'est également tenue hier. Cet événement visait à établir un partenariat stratégique et mutuellement bénéfique entre les pays arabes et la Chine.

Mohamed Tarek Belaribi, en tant que président actuel du Conseil des ministres arabes du logement, a déclaré que cette rencontre constituait "un jalon important pour la concrétisation de partenariats stratégiques de haut niveau, basés sur une approche gagnant-gagnant".

Cette coopération promet d'ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines du logement et de l'urbanisme, en renforçant les liens entre les deux parties et en favorisant un développement durable et inclusif.

# Réception du complexe d'extraction du GPL à Rhoud El-Baguel durant le 1<sup>er</sup> semestre 2025

SONATRACH

Le taux de réalisation du projet du complexe d'extraction du Gaz de pétrole liquéfié (GPL) à Rhoud El Baguel (dans la wilaya de Ouargla) a atteint les 70% et devrait être réceptionné durant le 1<sup>er</sup> semestre 2025, a indiqué, un communiqué de Sonatrach. L'annonce a été faite lors d'une visite de travail effectuée par une délégation de Sonatrach, conduite par son PDG, Rachid Hachichi, en Italie où elle a rencontré les responsables de la société Tecnimont qui s'est vue confier le projet. Le complexe devrait produire l'équivalent de 1000 tonnes/jours de GPL et 300 tonnes de condensats, selon les explications fournies à la délégation algérienne par le groupe chargé du projet au sein de la compagnie italienne, lors de l'exposé présenté à la réunion tenue au siège de l'entreprise à Milan. Concernant le projet de construction d'un complexe pétrochimique pour la production de Linéaire Alkyl Benzène (LAB), un

produit indispensable dans la fabrication de détergents y compris industriels, la délégation de Sonatrach a également écouté un exposé sur ledit projet d'une valeur de 1,05 milliards USD.

Il sera procédé au niveau de ce complexe, dont la réalisation a été confiée à Tecnimont, à la production de 100 000 tonnes/an de LAB, ce qui contribuera à couvrir le marché national et à exporter l'excédent à partir de la fin 2027, précise le document. La délégation algérienne a également tenue une réunion avec le PDG de la société "Tecnimont", Alessandro Bernini, portant sur la deuxième phase du projet d'installations Boosting III, dont les travaux de construction ont été officiellement lancés le 1<sup>er</sup> décembre courant, ajoute la même source. Les deux équipes technique et commerciale ont pris part à cette réunion, durant laquelle un exposé exhaustif a été présenté sur la

gestion du projet et de ses aspects prospectifs.

L'accent a également été mis sur l'importance de livrer le projet dans les délais contractuels, eu égard à ses dimensions stratégiques notamment en ce qui concerne le soutien aux capacités de Sonatrach en termes de production de gaz.

Après avoir échangé avec les membres de l'équipe chargée de la gestion du projet sur l'avancement des travaux, M. Hachichi a insisté sur la qualité et le respect des délais définis.

Cette visite s'inscrit "dans le cadre de l'engagement de Sonatrach à superviser directement ses projets stratégiques, à veiller au respect par les entrepreneurs des normes de qualité et à la livraison dans les délais impartis, compte tenu de l'importance de ces projets dans la réalisation des objectifs de développement de la société", conclut le communiqué.

ORAN

## Les travaux de la station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc touchent à leur fin

Les travaux de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer en cours à Cap Blanc (à l'ouest d'Oran), d'une capacité de 300.000 mètres cubes par jour, sont sur le point d'être achevés, a annoncé, le wali, Samir Chibani.

M. Chibani a affirmé, lors d'une rencontre avec les médias, que les travaux de cette station ont atteint un taux d'avancement de 90%. La livraison est prévue dans un délai de 30 à 45 jours au maximum. Il a également précisé qu'un navire avait récemment accosté, chargé des équipements destinés à cette station, qui sont actuellement en cours d'installation.

Par ailleurs, les travaux de réalisation du réseau de canalisations pour acheminer l'eau dessalée de la station de Cap Blanc sur une distance de 50 km, en direction de Boutlelis à l'Ouest, Aïn El-Turck et le port de Mers El-Kebir à l'Est, ainsi que deux réservoirs d'eau d'une capacité respective de 50.000 m3 et 30.000 m3, touchent également à leur fin.

Une fois mise en service, cette installation couvrira les besoins en eau potable des populations de l'Ouest de la wilaya, notamment les daïras de Boutlelis et Aïn El-Turck, ainsi que plusieurs wilayas voisines, telles que Sidi Bel-Abbes, Mascara et Aïn Temouchent.

Par ailleurs, le wali a annoncé que les travaux de réparation de neuf fuites sur la conduite de transfert d'eau de "Tafna" à Aïn Temouchent débiteront les 21 et 22 décembre, sous la responsabilité de l'Entreprise de l'eau et de l'assainissement d'Oran "SEOR". Ces fuites causent une perte de 7.000 m3 par jour.

Il a toutefois signalé que les localités de l'Ouest de la wilaya, telles que Boutlelis,

Misserghine, Aïn El-Karma et Aïn El-Turck, connaîtront des perturbations dans la distribution d'eau potable pendant une période de 4 à 5 jours.

Dans le même contexte, M. Chibani a annoncé le lancement prochain des travaux de deux stations d'épuration des eaux usées à Gdyl et Mers El-Kebir, qui viendront s'ajouter aux deux stations en cours de réalisation à Oued Tlelat et Bethioua, où les travaux de génie civil sont achevés et les équipements en cours d'installation. Par ailleurs, le wali a évoqué la réflexion en

cours sur la création d'un établissement public à caractère économique chargé de la gestion des établissements scolaires du cycle primaire, ainsi que des opérations de réhabilitation, afin d'alléger la pression sur les communes.

Concernant le programme d'habitat AADL 3, il a annoncé que les assiettes foncières nécessaires à la mise en œuvre de ce programme ont été réservées au niveau du pôle urbain "Chahid Ahmed Zabana" dans la commune de Misserghine.

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعة الإستهلاك ليوم 18 ديسمبر 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 18 décembre 2024

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg		أسعار التجزئة <sup>2</sup> دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	83	53	البطاطا
	Tomate	70	80	60	الطماطم
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف
	Ail sec	465	541	389	الثوم الجاف
	Carotte	67	77	58	الجزر
	Navet	79	90	69	لفت
	Choux fleur	74	84	64	فربيون
	Choux	71	80	62	السكرتوب
	Courgette	161	175	148	الكلبسيّة
	Haricot vert	174	192	155	الفاصولياء الخضراء
Laïtue	86	99	74	الخس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكلبسيون
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	120	140	100	الليمون
	Pomme locale	374	477	271	التفاح المحلي
	Datte	496	629	363	التمر
Grenade	168	194	142	الربان	
Banane	459	472	446	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1769	1901	1636	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	389	401	376	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,09	-0,56	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,69	2,11	7,05	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 238,00	2238,00	0,00	-0,86	-1,96	11,77	5,59	15433	34 539 054,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,03	2,03	-	0	0,00

## MARCHÉ EUROPÉEN DU GAZ

# L'Algérie, acteur clé de la stabilité des approvisionnements

Les importations de gaz en Europe par gazoduc sont restées stables en 2024, malgré une légère baisse des importations de gaz norvégien en novembre. Cette baisse a été compensée par une augmentation des livraisons en provenance d'autres pays, ce qui a permis de maintenir l'équilibre des approvisionnements. Une tendance notable en novembre 2024 a été l'augmentation des exportations de gaz algérien vers l'Italie, qui ont enregistré une hausse de 4 %, selon un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Par M. A.

Bien que modeste, cette augmentation marque un tournant stratégique dans les relations énergétiques entre l'Algérie et l'Italie. En effet, l'Algérie a consolidé sa position de fournisseur clé pour l'Italie, un marché européen crucial et particulièrement sensible aux fluctuations des approvisionnements en gaz. Ce renforcement des exportations algériennes intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à diversifier ses marchés et à renforcer ses relations commerciales avec l'Union européenne, afin de compenser les pertes dues à la réduction des livraisons russes. Du côté de l'Italie, le pays a intensifié ses efforts pour sécuriser des sources d'approvisionnement alternatives face aux incertitudes géopolitiques, notamment celles liées au conflit en Ukraine. Dans cette dynamique, le gaz algérien,

principalement transporté via le gazoduc Transméditerranéen (Transmed), est devenu une alternative stratégique pour stabiliser les besoins énergétiques du pays et assurer une continuité de l'approvisionnement en période de crise.

Parallèlement, les exportations de gaz russe vers l'Union européenne ont continué leur tendance à la hausse. Toutefois, les flux via l'Ukraine devraient prendre fin d'ici la fin de 2024, avec l'expiration de l'accord de transit. En ce qui concerne la Norvège, ses exportations ont également augmenté, bien qu'elles aient connu une légère baisse en novembre après un pic en octobre, en raison de travaux de maintenance sur certaines infrastructures. D'autres pays fournisseurs, comme la Libye, ont également contribué à la stabilité des importations de gaz en Europe, mais dans une moindre mesure par rapport aux principaux ac-

teurs.

En novembre 2024, les importations européennes de gaz par gazoduc ont totalisé 13,4 milliards de mètres cubes, restant stables tant par rapport au mois précédent qu'à l'année précédente. Ce chiffre témoigne de la continuité des approvisionnements, bien que des fluctuations aient été observées selon les différents fournisseurs. L'année 2024 a donc confirmé que l'Europe peut compter sur une diversité de sources d'approvisionnement pour garantir la stabilité de ses importations de gaz.

L'augmentation des exportations algériennes vers l'Italie s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, mettant en lumière l'importance croissante des relations énergétiques entre ces deux pays et le rôle stratégique de l'Algérie dans la sécurisation des approvisionnements énergétiques de l'Union Européenne

## EL-OUED

## Près de 120 exposants à la 8ème édition du salon AgroSouf

Plus de 120 exposants prennent part à la 8ème édition du Salon de l'agronomie saharienne et de la richesse animale "AgroSouf-2024", a-t-on appris mercredi des organisateurs. Plusieurs opérateurs économiques, représentants d'entreprises publiques et privées et d'institutions concernées par le développement de l'agriculture, notamment l'amélioration de la productivité végétale et animale, ainsi que par la qualité et le rendement, sont présents à ce rendez-vous économique axé, pour cette édition, sur les cultures fourragères, a affirmé le directeur général de la société "El-Fahd" (partie organisatrice), Fayçal Houamdi.

La rencontre est marquée cette année par la participation d'exposants représentant des entreprises versées dans la production de semences et de produits phytosanitaires, avec la présence aussi de startups et de bureaux de consulting agricole qui accompagnent les opérateurs en termes d'orientation et de vulgarisation agricole, a-t-il précisé.

Des instances administratives et institutions financières participent également pour vulgariser les mesures incitatives bancaires et les facilitations pour l'accès aux crédits, en plus de sociétés d'assurance pour sensibiliser et informer les agriculteurs sur les avantages de la souscription à un contrat afin d'assurer leurs patrimoines végétale et animale. La 8ème édition du Salon national de l'agronomie saharienne et de la richesse animale "AgroSouf-2024" est organisée jusqu'au 19 décembre courant au niveau de la tente géante dressée au jardin botanique d'El-Oued, en coordination avec la direction des services agricoles (DSA) et l'Ecole supérieure d'agriculture relevant de l'université d'El-Oued.

## ESSOR DE LA PRODUCTION NATIONALE

## Mesures stratégiques et nouvelles initiatives pour stimuler l'investissement

Par M. A.

Ces dernières années, la production nationale algérienne a connu une croissance remarquable, avec des progrès notables dans des secteurs clés tels que les matériaux de construction, la sidérurgie, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire et l'agriculture. Cet essor, souligné par Reda Hachlaf, vice-président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA), est le fruit de mesures stratégiques mises en place pour renforcer l'économie nationale. D'autres actions seront bientôt prises, notamment concernant le foncier industriel, afin de faciliter l'investissement et soutenir davantage la croissance.

Lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Reda Hachlaf a insisté sur le fait que ces avancées sont le fruit de mesures stratégiques soigneusement mises en place par l'Algérie afin de renforcer sa position en tant qu'acteur économique majeur en Afrique et à l'international.

Notre pays dispose désormais d'un cadre réglementaire très incitatif, soutenu par des dispositifs spécifiques qui encouragent l'investissement local et la production nationale a-t-il affirmé.

Selon lui, cet environnement favorable permet aux entreprises de se développer tout en stimulant la compétitivité des secteurs clés de l'économie algérienne.

Toutefois, Reda Hachlaf a souligné que des défis demeurent pour les investisseurs, particulièrement l'accès au foncier industriel, qu'il a qualifié de principal obstacle pour la concrétisation des projets à grande échelle. Le foncier industriel reste un problème majeur, ce qui freine l'élan des investisseurs et la réalisation de certains projets d'envergure, a précisé le vice-président du CREA. Il a toutefois exprimé son optimisme quant aux récentes actions gouvernementales. La réunion du président de la République a permis de poser les bases de solutions concrètes à ce problème. Des mesures spécifiques seront bientôt prises pour lever ces obs-

tacles, a-t-il assuré, mettant en lumière l'engagement du gouvernement à soutenir le développement du secteur privé.

En plus de l'amélioration du foncier, Hachlaf a plaidé pour le renforcement de plusieurs autres leviers essentiels pour favoriser un climat d'investissement propice. Il a notamment évoqué la nécessité de renforcer le guichet unique, un mécanisme déjà en place mais qui, selon lui, nécessite une amélioration continue pour simplifier les démarches administratives et attirer davantage d'investissements. Nous devons continuer à rationaliser et à fluidifier les processus administratifs afin de rendre l'Algérie plus compétitive, a-t-il précisé.

Le vice-président du CREA a également insisté sur la nécessité de moderniser les infrastructures logistiques du pays, en particulier les ports, afin de répondre aux exigences des entreprises, notamment celles qui visent à exporter.

Le développement des infrastructures portuaires et logistiques est essentiel pour le succès de nos indus-

tries, car cela permet de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité du commerce extérieur, a-t-il déclaré. Enfin, Reda Hachlaf a mis l'accent sur l'importance de la normalisation des produits pour garantir leur compétitivité sur le marché international. L'adoption de normes de qualité strictes est indispensable pour que nos produits puissent accéder aux marchés internationaux et rivaliser avec ceux des autres pays, a-t-il souligné. Selon lui, ces efforts visent à consolider la place de l'Algérie dans les échanges commerciaux mondiaux, tout en renforçant la compétitivité de ses entreprises à l'échelle internationale.

L'Algérie semble bien engagée dans une dynamique de développement économique soutenue par des mesures ciblées. Ces réformes sont cruciales pour encourager l'investissement, simplifier les démarches administratives et renforcer l'efficacité des infrastructures, créant ainsi un environnement favorable à l'implantation et à la croissance des entreprises nationales et internationales.

## RELIZANE

**Plus de 90 millions de DA pour l'amélioration de l'AEP**

Une enveloppe financière de 95 millions de DA a été allouée dans la wilaya de Relizane pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les communes de Ouled Sidi Mihoub et Ouarizane, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya. Le chef du service de l'eau potable, Mustapha Koubibi, a précisé à l'APS que ce projet, inscrit dans le cadre du programme sectoriel de développement (PSD) de l'année 2024, vise à renforcer et à améliorer l'AEP au profit de plus de 13.000 habitants des communes de Ouled Sidi Mihoub et Ouarizane.

Cette opération de développement comprend la réalisation de conduites de refoulement et de distribution sur une distance de 9.650 mètres linéaires, ainsi que deux réservoirs d'une capacité respective de 300 et 1.000 mètres cubes, selon le même responsable.

Il a précisé que la réalisation d'un réservoir à Ouled Sidi Mihoub a été "achevée récemment, tandis que celle d'un réservoir à Ouarizane est toujours en cours".

Ce projet, qui devra être réceptionné au cours du premier trimestre de l'année prochaine 2025, permettra de fournir des quantités suffisantes d'eau potable aux quartiers, douars et autres zones d'habitation des communes de Ouled Sidi Mihoub et Ouarizane, tout en réduisant les perturbations dans la distribution, a ajouté M. Koubibi.

Le responsable a, par ailleurs, appelé les citoyens à rationaliser leur consommation d'eau et à préserver cette ressource vitale, notamment pendant la saison estivale où la demande en eau augmente.

Il convient de rappeler que l'entreprise "Algérienne des Eaux" (ADE) de Relizane produit plus de 132.000 mètres cubes d'eau potable pour plus de 156.000 abonnés répartis à travers les différentes communes de la wilaya.

## BLIDA

**Production prévisionnelle de plus de 4,7 millions de qx d'agrumes**

Une production prévisionnelle "record" de plus de 4,7 millions de qx d'agrumes est attendue dans la wilaya de Blida, au titre de la présente saison agricole 2024/2025, a-t-on appris, auprès de la direction locale de l'agriculture, du développement rural et de la pêche.

La wilaya s'attend, durant cette saison, à engranger une production record de plus de 4.706.953 qx, contre 4,6 million qx produits l'année dernière", a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Kamel Foudhala.

Il a ajouté que ces prévisions à la hausse s'appuient sur les bons indices de production obtenus entre septembre et la mi-décembre courant, où une production de 1.008.741 qx de différentes variétés précoces d'agrumes a été enregistrée avec un rendement de 239 qx/ha, sur une superficie de 4.220 ha.

Le responsable a cité, à l'origine de cette hausse prévisionnelle, l'entrée en production durant la présente campagne, qui se poursuivra jusqu'à la fin mai prochain, d'une nouvelle surface de 230 ha d'agrumes, dans le cadre du programme de réhabilitation des vieux ver-

gers. Il a aussi souligné la poursuite de la sensibilisation des agriculteurs à "la nécessité de diversifier leurs cultures d'agrumes, afin d'assurer ce fruit au citoyen tout au long de l'année". Avec une superficie de 21.904 ha, dont 19.959 ha productifs, la wilaya de Blida est le premier producteur national d'agrumes. Elle contribue à l'approvisionnement d'une grande part du marché national avec pas moins de 45 variétés d'agrumes. Les indices de production obtenus à ce jour, ont positivement impacté sur les prix des agrumes sur les marchés locaux, notamment la mandarine, actuellement proposée dans une fourchette entre 75 et 150 DA/kg, au détail, et entre 60 et 75 DA au marché de gros. Le kilogramme d'oranges est vendu entre 100 DA et 180 DA au détail, contre 80 et 120 DA au marché de gros, selon la direction de l'agriculture.

"Considérant cette abondance de la production, nous veillons à sensibiliser les agriculteurs ayant réalisé un excédent de production, sur la nécessité de le stocker dans des chambres froides pour assurer une disponibilité en la matière tout au long de l'année", a souligné, pour sa part, la chargée du dossier agrumes, Djamilia Daoudi.

Les producteurs sont aussi conseillés d'orienter une partie de l'excédant vers l'industrie alimentaire, voire même vers l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique (huiles aromatiques, savons, crèmes, etc.) pour "garantir une exploitation optimale de ce fruit", a-t-elle dit.

Les vergers d'agrumes de la wilaya sont essentiellement concentrés dans les communes d'Oued El-Alleugue, Mouzaia, Larbaâ, Chebli et Boufarik

## TISSEMSILT

**Avancement des travaux d'aménagement et d'équipement du site touristique au barrage de Kouidiat Rosfa**

Les travaux d'aménagement et d'équipement du site touristique au barrage de Kouidiat Rosfa, dans la commune de Beni Chaib (wilaya de Tissemsilt), enregistrent une avancée notable, a indiqué, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Khamissi Mechouk. M. Mechouk a précisé que ce projet, inscrit en 2014, avait connu un

arrêt avant d'être relancé en 2022, dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt pour le secteur du tourisme. Une enveloppe financière de plus de 120 millions de DA a été allouée à cette initiative. Le même responsable a ajouté que

le taux d'avancement des travaux a dépassé les 75 % et que la livraison du projet est prévue pour le premier trimestre de l'année prochaine, 2025. Il a précisé qu'il ne reste que les travaux relatifs au parc aquatique parmi l'ensemble des infrastructures de loisirs, qui incluent des espaces verts, un parc d'attractions, une aire de jeux pour

enfants et des zones de détente. Selon le même responsable, les divers projets touristiques en cours de réalisation dans la wilaya, à l'image du village touristique situé dans le parc national de Theniet El Had, connu pour la forêt "El Meddad", devraient constituer des pôles touristiques importants pour la région.

## MOSTAGANEM

**Entame de l'opération de distribution de 164 logements publics locatifs dans la commune d'Aïn Tedles**

Une opération de distribution de 164 logements publics locatifs (LPL) a débuté, mardi dans la commune d'Aïn Tedles, au Sud-est de Mostaganem, a-t-on appris des services de la wilaya. La même source a précisé que les clés de

107 LPL ont été remises, tandis que la remise des clés du reste des logements, faisant partie d'un programme de 450 unités, est prévue lundi prochain. Les services de la daïra d'Aïn Tedles ont mobilisé tous les moyens humains et ma-

tériels nécessaires pour le relogement des bénéficiaires de ces logements sociaux, qui ont exprimé leur joie et leur satisfaction quant au bon déroulement de cette deuxième opération, en peu de temps, a-t-on ajouté de même source.

## AÏN TEMOUCHENT

**Lancement de la réalisation d'un programme de 2.900 logements publics locatifs**

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Aïn Temouchent ont entamé la réalisation d'un programme de 2.900 logements publics locatifs.

Lors de la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction de 100 logements publics locatifs au chef lieu de wilaya, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a souligné, mardi, que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de 2.900 logements publics locatifs attribué à la wilaya au cours de l'année 2024.

A cette occasion, le wali a précisé que les travaux de construction de 290 logements publics locatifs ont déjà débuté dans 8 communes, tandis que le lancement de 360 autres unités est prévu dans les prochains jours dans le cadre du même programme.

Il est également prévu d'entamer la réalisation de 2.000 autres unités, avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine, coïncidant avec la réalisation des procédures techniques liées à la sélection des bureaux d'études et des entreprises de réalisation, conformément aux règles en vigueur dans le cadre de la loi sur les marchés publics. Le wali a instruit l'OPGI de réduire les délais de réalisation, actuellement estimés à 18 mois. Le wali a aussi inspecté, dans la ville d'Aïn Temouchent, le projet de 160 logements promotionnels libres, relevant de la Banque de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque). Les travaux de construction de ce projet sont achevés à 100 % et il ne reste que les dernières finitions des aménagements extérieurs. Il a qualifié ce projet d'habitat de valeur

ajoutée pour la ville d'Aïn Temouchent, grâce à son architecture esthétique. Il a également exhorté les services de la commune à aménager la rue adjacente, considérée comme l'une des entrées principales de la ville en direction de la commune de Chaabet El Leham.

Par ailleurs, le wali a inspecté plusieurs projets de logements promotionnels libres dans la zone appelée "La Petite Forêt", où il a donné des instructions pour récupérer les assiettes foncières abandonnées par les promoteurs immobiliers défaillants. Ces terrains seront réaffectés à la réalisation de logements promotionnels aidés (LPA) ou à des équipements publics pour la construction d'établissements scolaires. Il a également appelé à la révision des instruments d'urbanisme concernant ce site d'habitat.

# Ni riche ni pauvre, qui fait vraiment partie des classes moyennes?

Repenser les définitions habituelles par une double négation pourrait s'avérer judicieux pour faire de nouveaux choix en matière de fiscalité ou de redistribution.

**C**omment délimiter les classes moyennes? Compléter ou remplacer les définitions sophistiquées et les acrobaties statistiques par une approche en double négation («ni riche, ni pauvre»), «ni exécutant, ni dirigeant» s'avère judicieux. Raisonner ainsi peut ouvrir sur une nouvelle façon, plus frontale, de traiter nos grands choix collectifs en matière de fiscalité et de redistribution.

Les classes moyennes concentrent toujours l'attention. Elles font sempiternellement l'objet de débats quant à leur définition. Le sujet importe, car, classiquement, une grande majorité de Français s'identifient à elles. La France, comme les États-Unis, est un grand pays de classes moyennes. Mais de quoi parle-t-on? Si la notion parle à tout le monde, il est difficile d'en déterminer définitivement les contours. Nombre de traités et d'essais proposent leurs voies et moyens pour délimiter une catégorie sociale dont la caractéristique première est d'être centrale. Une manière judicieuse de faire consiste à suivre, jusqu'au bout, une approche «ni-ni».

Si le «ni-ni» théorisé en 1988 par François Mitterrand –ni privatisation ni nationalisation– exprimait une stratégie politique conjoncturelle, cette formulation en double négation permet aussi d'approcher les classes moyennes. Relevons que des deux côtés de l'échiquier politique, la plupart des partis s'érigent en leur défenseur. Doctrinalement, ni la gauche ni la droite n'en ont le monopole.

## Définir par le «ni-ni»

Premier ni-ni: selon la statistique des niveaux de vie, la classe moyenne désigne, basiquement, la catégorie centrale de la distribution des revenus, les ménages qui ne sont ni riches ni pauvres. Si l'on veut faire plus précis, avec des repères chiffrés, les classes moyennes, ce sont les 80% de la population entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres. On peut aussi choisir d'autres bornes, avec une classe moyenne rassemblant un peu moins de gens, disons 60% de la population, se situant entre les 20% les plus aisés et les 20% les moins aisés. On peut aussi faire plus élaboré et considérer que les classes moyennes sont les ménages aux niveaux de vie supérieurs au seuil de pauvreté (habituellement calculé à 60% de la médiane des niveaux de vie) et les ménages considérés comme aisés (avec un seuil, moins souvent discuté, à 200% ou 300% de la médiane des niveaux de vie). Les bases de données de l'OCDE, d'Eurostat et de l'Insee permettent tous les exercices possibles, mesurant utilement des situations et des évolutions.

Deuxième ni-ni, au regard du patrimoine, les classes moyennes rassemblent des ménages aux avoirs modestes qui ont bénéficié ou vont bénéficier de transmissions relativement faibles. On peut dire qu'ils ne sont ni héritiers ni déshérités.

Trois, sur le registre de l'enseignement, un entre-deux prévaut également. Faire partie de la classe moyenne, c'est, globale-

ment, ne pas compter parmi les titulaires d'un master ni parmi les sous-diplômés. Là encore, tout peut se raffiner et se préciser, mais l'image est simple et frappante. Quatre, d'un point de vue subjectif, s'identifient aux classes moyennes tous les individus qui ne s'estiment ni favorisés ni défavorisés. Ces catégories pâtissent, dans une certaine mesure, des grands mouvements de l'édifice redistributif. Alors que, jusqu'au début des années 1980, l'ambition première de la gauche consistait à lutter contre les inégalités, elle est devenue de fait plus libérale et a voulu cibler la lutte contre la pauvreté. Avec la volonté, repérable à gauche comme à droite, de concentrer les moyens sur des problèmes jugés prioritaires, il s'est agi de limiter les ambitions universalistes de la protection sociale par des mises sous condition de ressources des prestations et, surtout, par la création de prestations ciblées sur les moins favorisés.

Cinq, une appréciation essentielle passe

*Ni trusts ni soviets,  
à savoir ni ultra  
capitalistes ni ultra  
socialistes, les  
classes moyennes  
n'aspirent ni à la  
dictature du  
prolétariat ni  
au e-capitalisme.*

donc par le système socio-fiscal. Ni assez pauvres pour bénéficier des aides sociales ni assez riches pour bénéficier des réductions fiscales, les classes moyennes s'estiment désavantagées par le système. Elles sont présentées, de façon récurrente, comme les grandes perdantes. Au sujet du logement social, conçu dans ses développements après-guerre comme une politique en faveur des classes moyennes salariées, le problème est flagrant. Avec une présence pour les plus défavorisés et mal-logés, les classes moyennes ont de moins en moins accès à ce à quoi elles devraient pouvoir prétendre.

## Ni Club Med, ni camping

Six, sur le plan de la localisation, ces ménages vivent dans des quartiers qui ne sont ni huppés ni relégués. Ils peuplent, en partie, des zones périurbaines, ni quartiers chic ni quartier défavorisés. Les élites urbaines raillent cet habitat pavillonnaire et méprisent le barbecue, l'équipement iconique des classes moyennes. Gauche bobo et gauche guacamole ironisent sur des aspirations et des goûts ringards. Bagnoles et centres commerciaux sont conspués comme comportements inci-

riques et mauvais goût consumériste. Le «beauf bashing» d'une certaine gauche, valorisant une diversité qu'elle ne vit pas, agresse les modes de vie moyens. De l'autre côté, la droite bourgeoise des beaux quartiers célèbre des attitudes et habitudes qui ne sont pas les siennes et qu'elle ne voudrait pas côtoyer.

Sept, au croisement des dimensions territoriales et pécuniaires, en termes de préoccupations environnementales et énergétiques, les classes moyennes ne sont ni assez à l'aise financièrement pour adopter les pratiques dites écoresponsables, ni assez en difficulté pour bénéficier des aides publiques. Comptant, notamment dans le périurbain, parmi les plus exposés au renchérissement des coûts de l'énergie, ces ménages ne se sentent ni convenablement protégés ni vraiment considérés.

Huit, du côté du marché du travail, ni dirigeantes ni exécutantes, ni élite numérique ni larbinat digital, les professions intermédiaires ne relèvent ni des tâches d'exécution ni des responsabilités de direction. Situées au-dessus d'un salariat ouvrier et employé qui se maintient, menacées par un précaire qui s'étend, elles appréhendent leur déstabilisation.

Neuf, d'un point de vue idéologique, les classes moyennes ne sont pas révolutionnaires, même si leurs votes se font de plus en plus contestataires. Ni trusts ni soviets, à savoir ni ultra capitalistes ni ultra socialistes, elles n'aspirent ni à la dictature du prolétariat ni au e-capitalisme de type Silicon Valley. Leurs inquiétudes, traduites en préférences partisans plus radicales, relèvent d'aspects budgétaires mais également identitaires.

Enfin, sur le plan essentiel de la consommation, les familles de classe moyenne n'achètent en général ni discount, ni premium. Pour leur vie quotidienne, pour leurs loisirs et pour leurs plaisirs, elles ne sont ni Fauchon ni Lidl, ni Club Med ni camping.

## Que faire pour aider ces classes moyennes?

Ces dix «ni-ni» ne brossent pas le portrait parfait des classes moyennes, de leurs niveaux de vie, de leurs conditions de vie et de leurs modes de vie. Défaut: cette méthode de délimitation, qui autorise tout de même tous les chiffrages possibles, donne une image statique plus que dynamique. Avantage: la méthode situe bien les choses et cadre les débats.

Soulignons, pour ne pas passer pour trop impressionniste avec trop de doubles négations, que le ni-ni capital relève des politiques publiques, sociales en particulier, et des appréciations à leur endroit. Fondamentalement, et ceci commence à être bien repéré et répété, à gauche comme à droite, les classes moyennes sont insuffisamment riches pour bénéficier des réductions d'impôts et pas assez pauvres pour être éligibles aux revenus d'assistance. Il s'agit du ni-ni princeps, fait d'un cocktail d'observations objectives et d'appréciations individuelles.

Mais quel enseignement principal tirer d'un tel procédé à dix dimensions? L'opération ne consiste pas à marquer dans le

marbre une vérité indiscutable. Elle peut néanmoins alimenter des discussions plus serrées. Plus au fond, l'approche permet de répondre à une autre question: que faire pour les classes moyennes?

En général, les experts et les responsables politiques cherchent des mesures, dans l'horlogerie du système socio-fiscal, permettant de se dire plus favorables aux catégories centrales de la population. Nombre de recommandations portent sur les conditions de ressources des allocations, les conditions d'accès au logement social, les soutiens aux revenus d'activité. Globalement, il est de bon ton, dans un programme politique, de dire que l'on cherchera à soutenir des classes moyennes jugées trop mises de côté. Entonnant ce refrain, il est possible d'engranger du soutien, même s'il n'est pas du tout évident de délimiter les mesures efficaces touchant vraiment le cœur de la distribution des niveaux de vie, des conditions de vie et des modes de vie.

Alors répétons la question –celle qui revient sempiternellement: que faire en faveur des classes moyennes et que faire pour les convaincre? Plutôt que de faire plus (avec tous les problèmes de ciblage que cela pose), une option logique, quoique politiquement glissante, serait de faire moins pour les deux autres parties de chacune des doubles négations. Un programme favorable aux classes moyennes, et qui serait jugé favorable par elles, contiendrait des mesures durcissant l'accès aux aides pour les pauvres et réduisant les avantages pour les riches.

Ni pour les riches, ni pour les pauvres: c'est l'orientation –qu'on l'apprécie ou non, dans sa formulation comme dans ses déclinaisons concrètes– qui a le plus de chances de convaincre les classes moyennes. L'approche ni-ni, utilisée ici pour une définition, aboutit ainsi in fine à une approche contre-contre en matière de politiques publiques.

La suggestion de faire pour les classes moyennes en faisant contre les plus aisés et contre les moins favorisés n'est pas un pied-de-nez ironique. Du moins, pas uniquement. Elle pointe en fait une des apories des propositions politiques contemporaines. Les discours sur et pour les classes moyennes sont utilisés pour se faire élire ou réélire. Mais ces discours se perdent ensuite dans les difficultés de ciblage et les résultats apparaissent inconsistants. Faire plus pour les classes moyennes est une promesse difficile à tenir. Faire moins pour les autres serait sans doute plus facile.

Cela ouvre des débats inconfortables, mais que notre société gagnerait à s'autoriser afin de réapproprier ses choix collectifs. Rien ne dit, au demeurant, qu'une politique contre-contre serait vraiment profitable aux classes moyennes: des classes populaires et des classes supérieures qui restent dans le jeu, cela peut avoir un avantage pour tous. Mais réarticuler plus rigoureusement nos choix fiscaux et sociaux avec l'intérêt des classes moyennes permettrait de sortir les discours politiques d'une certaine irréalité.

Source Slate.fr

## ÉGYPTE

**Le chinois Luthai veut injecter 385 millions \$ dans l'industrie textile**

**E**n Égypte, l'industrie textile est l'une des plus développées en Afrique. La dynamique du secteur suscite l'intérêt croissant des opérateurs étrangers qui souhaitent investir dans le pays.

Le groupe chinois Luthai Textile, spécialisé dans la production de tissus et de chemises, prévoit de construire sa première usine en Égypte. L'information rapportée le lundi 16 décembre par l'Organisme général de l'information du pays (OGI), a été annoncée par l'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI).

D'un coût total évalué à 385 millions \$, ce projet sera mis en œuvre sur une superficie de 50 hectares. Pour l'heure, l'emplacement du site, la capacité de production et la date de lancement des travaux ne sont pas connus.

D'après Liu Deming, directeur du service marketing du groupe Luthai, cet investissement vise à établir une chaîne d'approvisionnement intégrée en Égypte, allant de la production de fil jusqu'à la confection de vêtements. Selon le responsable, la totalité de la production de l'usine sera orientée vers l'exportation sur le marché international.

En outre, cet investissement de la firme chinoise devrait contribuer à renforcer davantage le poids de l'industrie textile et de l'habillement dans l'économie égyptienne. Selon les données officielles, les exportations égyptiennes de vêtements ont généré plus de 2,4 milliards \$ de recettes en 2023.

Il convient de noter que les perspectives de croissance sur le marché de l'habillement dans le pays des pharaons, sont également prometteuses. D'après les projections de la plateforme Statista, les revenus générés sur le marché égyptien de l'habillement devraient atteindre 17,5 milliards \$ en 2024 et afficher une croissance moyenne annuelle de 5,73 % jusqu'en 2029.

## MAURITANIE

**La BAD prête 150 millions \$ pour la SNIM et le secteur minier mauritanien**

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, le 29 novembre dernier, un prêt de premier rang de 150 millions de dollars à la Société nationale industrielle et minière (SNIM) pour accroître sa capacité logistique et renforcer le secteur minier de la Mauritanie.

L'appui de la Banque permettra à la SNIM de mettre en œuvre un programme d'expansion de la capacité logistique de 467 millions de dollars afin de doubler la capacité de transport de son chemin de fer du minerai de fer d'ici à 2030. Le programme d'investissement ouvre la voie à la production de produits à plus forte valeur ajoutée, tels que les boulettes de minerai de fer. Il prévoit la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 12 MW, car la société s'engage sur la voie de la décarbonisation de ses activités.

Cette initiative souligne l'engagement du Groupe de la Banque africaine de développement à favoriser une croissance

économique durable et à promouvoir un développement inclusif en Mauritanie.

« Ce programme est un précurseur clé pour la croissance future de la SNIM en tant que producteur de minerai de fer de haute qualité et facilitera son intégration en aval.

Il représente une avancée significative pour le secteur minier mauritanien et permettra la création d'un véritable pôle industriel régional à moyen terme, a déclaré Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation. Le projet est également en mesure d'apporter des avantages sociaux et écono-

miques significatifs, y compris l'autonomisation des communautés, la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes, et la mise en place de nouveaux partenariats régionaux ».

Dans le cadre de ce financement, le Centre mondial pour l'adaptation, par le biais du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, fournira une assistance technique à la SNIM sous la forme d'une évaluation détaillée des risques liés aux changements climatiques pour sa logistique et ses opérations. Cela permettra de déterminer les mesures d'adaptation à mettre en œuvre par l'entreprise pour assurer un avenir résilient aux changements climatiques.

## PROMOTION DES DATTES TUNISIENNES

**Cap sur l'Asie et l'Europe du Nord**

Le ministre du Commerce et du développement des exportations, Samir Abid, a indiqué que les recettes des exportations des dattes tunisiennes enregistrent une hausse remarquable, assurant que les structures du ministère sont prêtes à examiner les dossiers liés aux dattes, ainsi que le programme national de promotion de ce secteur.

Le ministre a relevé, lundi lors d'une réunion de coordination sur le programme national de promotion du secteur des dattes, que le programme de missions d'exploration sera exécuté, citant à titre d'exem-

ple, vers les pays asiatiques (Chine, Indonésie) et l'Europe du Nord, précise un communiqué publié mardi par le ministère.

Il a souligné l'impératif de bien se préparer et d'élaborer un programme de promotion qui contribue au renforcement de la présence du produit tunisien et de sa compétitivité sur les marchés traditionnels, ainsi que l'exploration de nouvelles opportunités sur les marchés porteurs, notamment avec l'accroissement de la concurrence extérieure.

Le ministre a pris connaissance, par la même occasion,

des problèmes du secteur relatifs notamment à la production, à la concurrence extérieure, aux procédures administratives et douanières, ainsi qu'à la hausse du coût du transport. Abid a appelé, lors de cette rencontre, à accorder l'intérêt nécessaire à l'organisation régulière de ces rencontres entre les différentes parties intervenantes, et à veiller à intensifier toutes les initiatives, à travers la participation dans les foires internationales et les missions des hommes d'affaires pour gagner le défi de l'exportation et le positionnement sur les marchés étrangers.

En dépit de l'amélioration des exportations des dattes en volume et en valeur, la production nationale des dattes devra baisser de 10,7% par rapport à la saison précédente, pour atteindre 347 mille tonnes durant la saison 2024-2025, selon les estimations du ministère de l'Agriculture.

Les données du ministère de l'Agriculture montrent une évolution de la valeur des exportations des dattes de 33,5%, au cours de la période indiquée ci-dessus, pour s'établir à 40,805 millions de dinars (MD) contre 30,552 MD, durant la saison écoulée.

## AFIN DE STIMULER LES EXPORTATIONS

**L'Arabie saoudite exonère les intrants industriels de droits de douane**

L'Autorité saoudienne pour le développement des exportations a lancé un nouveau service, « Exemption for Export », destiné à stimuler la compétitivité industrielle de l'Arabie saoudite.

Cette initiative, développée en collaboration avec le ministère de l'Industrie et des Ressources minérales, permet aux entreprises industrielles de bénéficier d'exonérations de droits sur les intrants utilisés dans la production de biens d'exportation, conformément à l'objectif de la Vision 2030 du Royaume, qui vise à diversifier l'économie et à stimuler les exportations hors hydrocarbures.

Ce service, qui s'applique aux intrants industriels tels que la main-d'œuvre, les matières premières, le carburant,

les équipements et les bâtiments, est conçu pour donner aux fabricants saoudiens un avantage concurrentiel en réduisant les coûts associés à l'exportation. Pour en bénéficier, les entreprises doivent être titulaires d'une licence industrielle en cours de validité et présenter une demande d'exemption pour les matériaux figurant dans la liste des capacités industrielles approuvée par le ministère de l'Industrie et des Mines. En outre, les matériaux doivent être identiques à ceux énumérés dans la licence industrielle de l'entreprise. L'éligibilité à l'exemption est également déterminée par les performances à l'exportation de l'entreprise au cours des 12 mois précédents. Une fois approuvée, la procédure est rapide et efficace, les demandes d'exemption

étant généralement traitées dans un délai de cinq jours ouvrables. Les entreprises peuvent accéder au service via la plateforme « Sina'ai » du ministère de l'Industrie et des Ressources minérales, où elles peuvent demander l'exemption dans la catégorie d'exportation souhaitée.

Ce nouveau service permet de relever les principaux défis auxquels le secteur industriel saoudien est confronté, en rationalisant le processus d'exportation et en encourageant les entreprises à étendre leur présence sur les marchés internationaux.

Selon l'Autorité saoudienne pour le développement des exportations, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à soutenir les exportateurs et à contribuer à la réalisation des ob-

jectifs de la Vision saoudienne 2030. « Cette initiative vise à diversifier les sources de revenus du Royaume, à renforcer les exportations non pétrolières et à promouvoir une croissance durable en fournissant des solutions innovantes qui répondent aux besoins des exportateurs et renforcent la compétitivité des industries nationales », indique le communiqué.

La diversification économique continue du Royaume dans le cadre de la Vision 2030 a conduit à des investissements significatifs dans les secteurs non pétroliers. Le renforcement de la compétitivité mondiale du secteur industriel est une pierre angulaire de cette vision, et les exportations non pétrolières ont connu une croissance régulière ces dernières années.

## NIGERIA

# Décision finale d'investissement dans le projet pétrolier Bonga North

En octobre dernier, TotalEnergies a signalé que de nouveaux investissements seraient officialisés d'ici la fin de l'année dans le cadre de l'exploitation du gisement pétrolier Bonga situé au large des côtes du Nigeria.

La major pétrolière anglo-néerlandaise Shell a officialisé lundi 16 décembre, la prise de la décision finale d'investissement (FID) concernant l'exploitation du gisement pétrolier Bonga, localisé dans l'OML 118, au large des côtes du Nigeria. Selon les informations communiquées par Shell Nigeria Exploration and Production Company Limited (SNEPCo), la filiale locale du groupe, cet investissement concerne le champ offshore Bonga North Deep, une extension en eaux profondes du gisement principal. SNEPCo qui opère cette zone d'intérêt avec 55 % de participation, avec pour partenaires ExxonMobil (20 %), TotalEnergies (12,5 %) et Eni (12,5 %), n'a pas précisé le montant du financement décidé. Mais selon plu-

sieurs médias locaux, l'investissement dans Bonga North Deep est de l'ordre de 5 milliards de dollars. Ces fonds serviront à forer puis finaliser 16 puits, modifier de l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement principale déployée sur le site et installer de nouveaux équipements sous-marins. Ceci, avec pour objectif de récupérer plus de 300 millions de barils équivalents pétrole. D'après SNEPCo, le développement du projet devrait permettre d'atteindre un plateau de 110 000 barils de pétrole par jour, pour une première mise en production envisagée d'ici la fin de la décennie. Ce développement a fait réagir le gouvernement fédéral du Nigeria. « La FID de Bonga North dissipe les idées fausses selon lesquelles les compa-

gnies pétrolières internationales quitteraient le Nigeria », a déclaré Olu Verheijen, conseillère spéciale du président pour l'énergie. Et d'ajouter « au contraire, nous assistons à une réorientation stratégique des capitaux et des capacités techniques des compagnies pétrolières internationales vers des projets en eaux profondes et des projets gaziers intégrés qui s'inscrivent dans la vision du président Tinubu de transformer le Nigeria en une plaque tournante mondiale de l'énergie ». Comme pour le projet gazier d'Ubeta dans l'OML 58 dont la phase de développement a été officialisée en septembre, Verheijen a annoncé que d'autres « FID de la part d'acteurs internationaux et nationaux » devraient suivre l'année prochaine.

## ETHIOPIE

## Ouverture partielle du secteur bancaire aux acteurs étrangers

Le Parlement éthiopien a approuvé mardi la libéralisation partielle de son système bancaire, permettant à des acteurs étrangers de s'implanter dans le pays d'Afrique de l'Est. Les députés ont largement voté en faveur d'une loi qui permet "aux banques étrangères d'entrer et d'opérer en Ethiopie", ont annoncé des médias locaux. Cette législation permet également "d'ouvrir le secteur bancaire aux investissements étrangers", selon les mêmes sources, précisant que les parts détenues par des investisseurs étrangers ne pourront toutefois pas dépasser les 49%. Cette libéralisation était accompagnée d'une série de réformes économiques ces derniers mois. Fin juillet, pour obtenir un prêt de la part du Fonds monétaire international (FMI), l'Ethiopie a notamment annoncé une réforme du régime de change, en permettant aux banques commerciales de fixer le taux de change. Deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec quelque 120 millions d'habitants, l'Ethiopie a enregistré des taux élevés de croissance économique - souvent supérieure à 10% annuels - entre 2004 et 2019. Mais la pandémie de Covid et de la crise ukrainienne ont affecté son économie, enregistrant une croissance de 5,9% en moyenne entre 2020 et 2023, tandis que l'inflation a augmenté passant de 20,4% à 30,2% sur la même période, selon la Banque mondiale.

## AFRIQUE

## Le développement numérique de 41 pays entravé par de faibles réglementations

Alors que l'effet transformateur des technologies numériques dans l'économie et la société n'est plus à démontrer, il existe toujours une fracture numérique persistante en Afrique. Un retard qui nuit aux divers avantages économiques de l'accélération de la connectivité sur le continent. Selon les conclusions de la première édition de l'indice Afrique numérique (DAI) de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA), 41 pays africains expérimentent actuellement un faible développement numérique à cause d'un cadre

politique et réglementaire défavorable. On y retrouve des pays comme la Tunisie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Algérie ou encore le Gabon. Le tout nouvel indice de la GSMA, composé de l'indice des nations et sociétés numériques (DNSI) - qui évalue l'adoption et l'utilisation du numérique par les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics en Afrique - et de l'indice des politiques et réglementations numériques (DPRN) - qui analyse le cadre politique et réglementaire influençant cette adoption - a pour objectif principal d'identifier les

freins au développement numérique en Afrique, notamment les lacunes politiques et réglementaires, afin de favoriser une transformation numérique inclusive et durable. Au sein du continent, la GSMA estime que c'est en Afrique du Nord que l'utilisation de l'internet mobile est la plus répandue. Le déficit de couverture réseau est plus important en Afrique centrale, tandis que le déficit d'utilisation est plus prononcé en Afrique de l'Est. Il existe également une fracture numérique importante à l'intérieur des différents pays. En Afrique subsaha-

rienne, par exemple, les habitants des zones rurales sont 54 % moins susceptibles que ceux des zones urbaines d'utiliser l'internet mobile et les femmes sont 32 % moins susceptibles que les hommes d'utiliser l'internet mobile. La majorité des usagers de la téléphonie mobile en Afrique utilisent encore les technologies 2G ou 3G. Les technologies 4G et 5G représentent à peine plus d'un tiers du nombre total de connexions mobiles, alors que la couverture 4G représentait 73 % de la population à la fin de 2023. L'usage des technologies 4G/5G

est largement répandu en Afrique australe et septentrionale, mais pas en Afrique centrale, orientale ou occidentale. Cette sous-utilisation des investissements dans la 4G, associée à la lenteur de l'adoption des nouvelles technologies par les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics de la région, pose le problème du maintien de l'investissement privé dans les nouvelles technologies pour stimuler le développement de l'intelligence artificielle, de l'automatisation, de la robotique et d'autres technologies.

## TRANSPORT AÉRIEN

## 55 compagnies aériennes africaines sur la nouvelle liste noire de l'Union européenne

Pour l'Agence de la sécurité aérienne de l'Union européenne, la mise à jour de sa liste noire des transporteurs fait partie des mesures aidant à maintenir un haut niveau de sécurité pour les passagers. La version actualisée de la liste noire de l'Agence de la sécurité aérienne de l'Union européenne publiée le vendredi 13 décembre porte désormais à 129 les compagnies interdites d'exploiter des vols dans cet espace géographique. Dans la liste figurent 55 transporteurs africains, dont le dernier blacklisté est Air Tanzania. Sur les 129, 100 compagnies certifiées

dans 15 pays sont interdites en raison d'une surveillance insuffisante de la sécurité par leurs autorités nationales de l'aviation, alors que 22 certifiées en Russie sont frappées de sanctions liées au conflit en Ukraine. Les 7 restantes sont dans le même cas. À part la Tanzanie et son pavillon national, 12 autres pays africains voient des compagnies publiques ou privées basées sur leurs territoires frappées de l'interdiction. Il y a le Zimbabwe (1) et la Libye (10), puis 10 autres pour qui l'interdiction est intégrale jusqu'à nouvel ordre, touchant aussi donc les compagnies qu'ils accréditeraient ultérieurement. Ce

réseau européen se voit stoppé dans leur élan. C'est le cas de Air Tanzania qui dispose de plusieurs avions neufs acquis dans l'objectif d'ouvrir des lignes vers l'Europe pour rentabiliser les investissements et accélérer la croissance. L'impossibilité pour Congo Airways de voler vers des destinations européennes a pareillement été l'un des facteurs ayant accéléré le déclin de la compagnie qui opère actuellement avec une flotte limitée et qui est endettée. Pour relancer ce secteur, l'État congolais a ainsi dû créer un nouveau transporteur, Air Congo, en partenariat avec Ethiopian Airlines.

### Croissances et plans d'expansion contrariés

Si plusieurs de ces transporteurs sont effectivement confrontés à de nombreuses difficultés qui les rendent parfois même inopérants, d'autres plus ambitieux avec des plans d'expansion intégrant un développement de leur

## BAISSE DES TAUX

# Pourquoi la Fed avance dans le brouillard

Un mois avant la prise de fonction du futur président des États-Unis, Donald Trump, tous les regards sont tournés vers la Fed. Le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (FOMC), qui se réunissait mardi et mercredi, devrait réduire les taux directeurs de la banque centrale de 25 points de base, ramenant ainsi les taux cibles à 4,25-4,5%.

Et après ? « Nous entrons dans le monde de l'imprévisibilité, parce que personne aujourd'hui ne sait ce que va réellement faire le président Donald Trump et il n'est pas certain qu'il le sache vraiment lui-même », avance, perplexe, Anton Brender, chef économiste chez Candriam.

« Le retour de Trump va nous amener vers des trajectoires de politique monétaire plus contraintes que prévu aux États-Unis et ce sera l'élément clé pour lire 2025 », acquiesce Philippe Dauba-Pantanacce, économiste chez Standard Chartered. Car, au moment où Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE) annonce de nouvelles baisses de taux, la trajectoire paraît beaucoup moins accommodante outre-Atlantique.

Une approche plus restrictive que prévu « Nous nous attendons à seulement deux baisses des taux de la Fed, de 25 points chacune, dont celle de décembre », anticipe Gilles Moëc, chef économiste chez AXA Investment Managers (IM), une projection moins accommodante que le consensus de marché qui table sur 3,5% en 2025.

« En restant plutôt positives sur les États-Unis en 2025, nos prévisions de croissance sont en revanche nettement en dessous du consensus pour 2026. Pour deux raisons : la toxicité du programme de Donald Trump commencera à se faire sentir, avec une accélération de l'inflation, mais la raison principale tient à l'orientation de la Fed qui sera empêchée de poursuivre la baisse des taux », poursuit-il.

Les marchés ont, dès l'élection de Donald Trump, et avant qu'il ne fasse quoi que ce soit, révisé en hausse de quelque 100 points de base leurs anticipations de baisse des taux de la Fed, dans les deux années qui viennent. Le président devait, dans l'esprit des investisseurs, « booster » la croissance par ses baisses d'impôts et la dérégulation de certains secteurs, comme la tech, le pétrole et la banque, et non sur un retour de l'inflation.

Et pourtant. Comme le note Gilles Moëc, « une ligne de résistance est en train d'apparaître sur l'inflation améri-

caine, qui serait évidemment magnifiée par la politique largement inflationniste de Trump ».

## Idéologie ou pragmatisme

Dans ce contexte, la Fed devrait rester l'arme au pied, le temps de juger sur pièces la politique économique et budgétaire mise en œuvre par la nouvelle administration. En apparence, le programme de l'administration Trump 2.0 a été bien expliqué pendant la campagne présidentielle. Les premières nominations, y compris celles de la famille Trump à des postes d'ambassadeurs, donnent l'impression d'un gouvernement formé d'idéologues radicaux, persuadés du bien-fondé de ce programme. Seule la nomination du financier Scott Bessent au Trésor a pu être rassurante, même si ce dernier entend bien faire payer à l'Europe le prix (fort) de la protection militaire américaine. Si Donald Trump devait appliquer toutes ces promesses électorales, la facture risque toutefois d'être lourde pour l'économie américaine. « Dans ce scénario, la Fed serait contrainte d'arrêter de baisser ses taux pour tenter d'enrayer une dérive à la hausse des salaires, voire ensuite, de relever les taux si le marché du travail devait à nouveau se tendre », avance Anton Brender.

Pour mémoire, Donald Trump propose de relever les droits de douane à un niveau de protection équivalent à celui de 1929 et d'expulser 9 à 10 millions de migrants illégaux. Or, le marché du travail apparaît déjà tendu avec 150.000 entrées estimées par mois, et déjà réduites à 50.000 depuis l'été. Sans oublier sa promesse d'augmenter de 3 millions de barils/jour la production d'hydrocarbures (schiste), un objectif irréaliste avec le prix d'un baril qui serait « bon marché », autre engagement du républicain.

Quant aux mesures fiscales, la seule prolongation des mesures existantes (et donc sans stimulation de la croissance) coûterait déjà 5.000 milliards de dollars sur dix ans. C'est sans doute pour cette raison que Donald Trump souhaite démanteler les plans de soutien de son pré-

décesseur Joe Biden, voire augmenter les droits de douane, juste pour financer ses baisses d'impôts.

## Force de rappel

« Le pire n'est jamais le plus certain », nuance Anton Brender. L'ampleur des différentes mesures prônées par Trump peut considérablement varier et affecter l'économie à des degrés distincts. Dans un scénario « soft » (droits de douane de campagne, arrêt de l'immigration illégale, soutien fiscal modéré), « la Fed ne devrait pas modifier dramatiquement le cours de sa politique et continuer à baisser les taux vers les 3,5% en 2025 », avance l'économiste

« Il y aura une opposition entre la vision des idéologues et une vision plus pragmatique, avec un Donald Trump en capacité d'absorber, ou non, des coûts économiques qui deviendraient très vite des coûts politiques », analyse Philippe

Dauba-Pantanacce. D'autant que, très vite, le nouveau président devra préparer les prochaines échéances des élections de mi-mandat en novembre 2026, rarement favorables au président élu. « Il y aura sans doute une exécution séquentielle : toute la question est de prédire à quel moment il y aura un changement de cap », s'interroge l'économiste de Standard Chartered, responsable de la recherche économique sur la géopolitique mondiale.

Une chose est sûre : Donald Trump n'aime pas voir la Bourse baisser. Si les taux restent élevés, ou même si les taux à 10 ans s'envolent vers les 5 %, les actions américaines, déjà valorisées bien au-dessus de leur moyenne historique, surtout dans le secteur de la Tech (survalorisé de 35 %, selon les estimations de Natixis IM), risquent de décrocher, entraînant dans son sillage le crédit. Wall Street sera peut-être la seule force de rappel de Donald Trump.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 18 Décembre 2024				
Valeur : 20 Décembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.8104	133.8254
1	EUR	EURO	140.3537	140.3828
1	GBP	POUND STERLING	169.7025	169.7861
100	JPY	JAPANESE YEN	87.1445	87.1827
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3667	18.3692
1	CHF	SWISS FRANC	149.7096	149.7431
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.4104	93.4470
1	DKK	DANISH KRONE	18.8176	18.8237
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2161	12.2194
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9407	11.9458
1	AED	UAE DIRHAM	36.4288	36.4369
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6106	35.6203
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.7316	435.0631
1	TND	TUNISIAN DINAR	41.9823	42.4042
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3934	13.3949
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2782	27.4176
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA	3.3622	3.3726
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.4588	175.4588

## CRYPTOMONNAIES

# Le bitcoin atteint un nouveau sommet historique, mais pourrait encore doubler en 2025

Les crypto-monnaies profitent des spéculations selon lesquelles Donald Trump favorisera les monnaies numériques pendant son deuxième mandat à la Maison Blanche. Le cours du bitcoin a atteint 107 487 \$, un nouveau record historique, lundi, selon Marketwatch. La plus connue des crypto-monnaies a gagné plus de 50 % depuis que Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine le mois dernier. Cette hausse est alimentée par les rumeurs selon lesquelles les États-

Unis pourraient créer une importante réserve de bitcoins sous la présidence de Donald Trump. Selon CoinDesk, Washington ne serait pas seul à envisager la création d'une telle réserve stratégique de bitcoins, les législateurs russes étudiant également cette possibilité pour contrer la menace des sanctions économiques occidentales. Le cours de la crypto-monnaie phare a également été stimulé par l'entrée au Nasdaq 100 de l'entreprise MicroStrategy, qui détient plus de 2 % de l'offre mondiale de

bitcoins, d'une valeur d'environ 42 milliards de dollars (40 milliards d'euros).

### Le bitcoin semble être l'un des favoris pour 2025

"Le bitcoin a gagné environ 3 % au cours de la dernière journée, surperformant légèrement le marché en général", a déclaré Alex Kuptsikevich, analyste en chef du marché chez FxPro. "La progression vers des sommets historiques, en particulier la poussée au-dessus de

106 000 \$, confirme la tendance haussière", affirme-t-il.

L'adoption croissante du bitcoin par le grand public est un autre élément intéressant que nous attendons pour la nouvelle année", déclare Chris Crawford, associé gérant de Crawford Fund Management.

"Alors que les conseillers financiers et les institutions intègrent le bitcoin dans leurs portefeuilles, l'offre limitée de la crypto-monnaie combinée à de multiples sources de croissance de la demande pourrait

provoquer de nouvelles hausses de prix", ajoute-t-il.

Les prévisions pour 2025 de Presto Research, la division de recherche de la société de trading algorithmique Presto, indiquent que les institutions participeront au marché de manière plus significative au cours de l'année prochaine. Le rapport suggère que le bitcoin pourrait atteindre 210 000 \$ l'année prochaine, grâce à l'adoption croissante de la crypto-monnaie par les institutions et à l'amélioration des fondamentaux du marché.

## FRANCE

# L'Insee prévoit une croissance «morose» et une hausse du chômage en 2025

«Les signaux qui se dégagent des enquêtes sur les ménages et les entreprises dessinent un paysage morose», a affirmé lors d'une conférence de presse le chef du département de la conjoncture de l'Institut national de la statistique.

Les nuages continuent de s'accumuler au-dessus de l'économie française. La croissance du PIB français ne devrait pas dépasser 0,2% au premier et au deuxième trimestres 2025, estime dans sa note de conjoncture présentée mardi l'Insee, qui continue à prévoir une croissance nulle au quatrième trimestre de cette année. «Les signaux qui se dégagent des enquêtes sur les ménages et les entreprises dessinent un paysage morose», a affirmé lors d'une conférence de presse le chef du département de la conjoncture de l'Institut national de la statistique, sans exclure de meilleurs résultats «si la confiance revient rapidement». Parallèlement, le taux de chômage devrait remonter de 7,4% actuellement à 7,6% de la population active d'ici à la mi-2025, les créations d'emploi étant insuffisantes pour compenser l'augmentation de la population active. «Au quatrième trimestre 2024 et au premier semestre 2025, principalement sous l'effet de la réforme des retraites, la population active continuerait d'augmenter», a indiqué l'Institut national de la Statistique dans sa note conjoncture. L'Insee rappelle que le taux d'emploi (69,1%) a continué de progresser, atteignant au troisième trimestre 2024 son plus



haut niveau depuis que l'institut a commencé à le mesurer en 1975. La dégradation de la conjoncture économique devrait également pousser le chômage à la hausse. «D'ici mi-2025, le secteur privé commencerait à détruire des postes salariés, en particulier d'apprentis, et l'emploi devrait freiner nettement dans le secteur public», selon l'Insee. «Au total, l'économie française créerait 40.000 emplois en trois trimestres, essen-

tiellement non-salariés. Ce rythme serait insuffisant pour absorber la hausse de la population active», poursuit l'institut. Les créations d'emploi sont liées «à la dynamique des créations d'entreprises, essentiellement des micro-entreprises», a précisé lors d'une conférence de presse Dorian Roucher, le chef du département de la conjoncture de l'Insee, ajoutant que ces créations d'emplois non-salariés étaient «une spécificité de l'économie française».

## ITALIE

## Giorgia Meloni assure que Rome étudie «prudemment» l'accord UE-Mercosur

La cheffe du gouvernement italien a assuré que des "garanties concrètes" étaient nécessaires pour que Rome signe l'accord commercial controversé entre l'UE et le Mercosur. L'Italie étudie actuellement l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur et ne le signera que s'il existe des "garanties concrètes" de protection des agriculteurs, a déclaré mardi la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni. "Nous étudions attentivement l'accord préliminaire (...) en prenant le temps nécessaire pour évaluer si nos demandes sont satisfaites", a déclaré Giorgia Meloni au Parlement avant une réu-

nion des dirigeants européens cette semaine. Cet accord controversé a été annoncé par la cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 6 décembre, mais doit encore être approuvé par au moins 15 des 27 pays membres de l'UE. Alors que l'Allemagne et l'Espagne ont salué la décision de créer une zone de libre-échange immense de plus de 700 millions d'habitants, la France a déclaré que l'accord était inacceptable et les syndicats d'agriculteurs ont exprimé leur consternation. Giorgia Meloni a estimé mardi que les agriculteurs payaient déjà "le prix le plus élevé avec l'ouver-

ture du marché européen aux produits fabriqués dans des pays tiers qui ne respectent pas les mêmes normes environnementales et de sécurité alimentaire que celles que nous imposons à nos producteurs". "L'accord UE-Mercosur doit donc offrir des garanties concrètes, des opportunités de croissance également au monde agricole européen, dont la rentabilité et la compétitivité ont été mises à mal ces dernières années", a-t-elle insisté. "Des signes importants" La dirigeante du parti Fratelli d'Italia a fustigé "l'opposition absurde entre durabilité environnementale et compétitivité", même

si "des signes importants" indiquent qu'une telle opposition est en voie d'être surmontée. "Mais il reste encore beaucoup de travail à faire. Des mécanismes de sauvegarde efficaces doivent être mis en place, y compris un système de compensation adéquate pour les secteurs qui pourraient être endommagés", a-t-elle souligné. Pour ses défenseurs, l'accord avec le Mercosur contribuera à renforcer la sécurité économique en diversifiant les échanges commerciaux et il bénéficie du soutien des groupes industriels, les entreprises européennes pouvant économiser des milliards d'euros en droits de douane.

## IRLANDE

## Riche comme la Suisse, mais pauvre en infrastructures

La nation au trèfle affiche l'un des PIB par habitant les plus élevés et 25 milliards d'euros d'excédent budgétaire. Pourtant, en matière de logement ou de transport, la pénurie pèse sur la population. Les averses se succèdent en cette fin novembre sur Greystones, petite ville côtière du comté de Wicklow, dans l'est de l'Irlande. On dirait que tous les visiteurs se sont réfugiés à la Scéal bakery, une boulangerie branchée sur la marina, en rez-de-chaussée d'un immeuble de standing tout neuf. On y sert d'appétissants croissants et même du kouign-amann, comme tout droit sorti d'une pâtisserie bretonne. Simon Harris, l'actuel taoiseach (premier ministre), a grandi à Greystones et il est député de la circonscription. La ville aux pubs rutilants et aux épiceries bio est l'une des communes satellites de Dublin ayant connu la plus forte croissance ces dernières années. Sa population a bondi de 20 % depuis 2016, les nouveaux arrivants étant surtout des familles de la classe moyenne cherchant à se loger hors d'une capitale devenue hors de prix même pour les gros salaires. Attablées devant leurs boissons chaudes, Val Kiernan, 62 ans, sa fille Claudia Crampton, 27 ans, et leur amie Colette Nkunda résumant les problèmes du lieu et ceux d'une bonne partie des électeurs irlandais, avant les élections générales du vendredi 29 novembre – consistant à renouveler le Dail, la Chambre des députés irlandaise, pour l'instant contrôlée par une coalition des deux grands partis centristes, Fine Gael et Fianna Fail, alliés aux Verts. «Ma première préoccupation, c'est l'accès à la santé. Il n'y a pas assez de médecins et il faut compter 70 euros pour une consultation avec un généraliste. Il existe un tarif social, mais il faut répondre à des critères d'éligibilité stricts», regrette Colette Nkunda, une Française d'origine rwandaise

## MEXIQUE

## L'inflation faiblit

L'inflation globale au Mexique s'est accélérée pour le deuxième mois consécutif en décembre, tandis que le taux de base, très surveillé, a maintenu sa tendance à la baisse, selon des données officielles publiées mardi. L'inflation globale annuelle dans la deuxième économie d'Amérique latine a atteint 4,66% en décembre, a déclaré

l'agence de statistiques INEGI, dépassant les 4,55% attendus par les économistes interrogés par Reuters et en hausse par rapport aux 4,32% du mois précédent. Cependant, l'inflation de base, qui exclut certains prix très volatils de l'énergie et de l'alimentation, a affiché sa 11ème baisse mensuelle consécutive, le taux annuel atteignant son plus bas ni-

veau depuis septembre 2021 à 5,09 %. Au cours du mois, les prix de base ont augmenté de 0,44%, en hausse par rapport à l'augmentation de 0,26% observée le mois dernier, tandis que l'indice global a augmenté de 0,71%, également au-dessus des 0,64% rapportés en novembre. La banque centrale du Mexique, également appelée Banxico, a maintenu une

position "légèrement hawkish" dans sa politique monétaire.

Elle a l'intention de maintenir son taux d'intérêt directeur à un niveau record de 11,25 % pendant un certain temps, en attendant que l'inflation revienne à l'objectif de 3 %, plus ou moins un point de pourcentage

# Le Lamborghini Lanzador repoussé à 2029

Face au ralentissement de la demande pour les voitures électriques, Lamborghini a décidé de repousser d'un an le lancement de son premier modèle électrique. Le SUV Lanzador devrait donc être commercialisé en 2029.



Actuellement composée de trois modèles hybrides rechargeables – la supersportive Temerario, la supercar Revuelto et le SUV Urus SE – la gamme de Lamborghini devait s'enrichir d'un quatrième membre avec l'arrivée du crossover Lanzador, le premier modèle 100 % électrique de la marque, en 2028. Las, la demande pour ce type

de véhicules tardant à décoller, le constructeur de Sant'Agata Bolognese a décidé de retarder le lancement du Lanzador.

## Le marché n'est pas près

Dans un entretien avec des journalistes, Stephan Winkelmann – PDG de Lam-

orghini – a expliqué que le marché des voitures électriques n'était pas encore suffisamment mature dans le segment des modèles hautes performances. Dès lors, le petit constructeur italien préfère reporter la commercialisation de son premier modèle électrique d'un an. Prévu en 2028, le lancement de la version de série du Lamborghini Lanzador

aura donc lieu en 2029. Un délai qui n'inquiète pas M. Winkelmann, que du contraire, le séillant patron y voyant une opportunité de peaufiner davantage le produit. En sus, les carnets de commande des Temerario, Revuelto et Urus sont pleins et l'usine de production tourne à plein régime. Il n'y a donc aucune urgence ou nécessité absolue de lancer un modèle supplémentaire.

## Le pari de la neutralité carbone ?

Sur le plan commercial, il n'y a donc pas péril en la demeure pour Lamborghini concernant le lancement de son premier modèle électrique. En outre, Stephan Winkelmann a précisé que Lamborghini attendait de découvrir le verdict des éventuels amendements apporté en 2026 par l'Union européenne quant au bannissement des voitures à moteur thermique d'ici 2035. L'attention du constructeur au Taureau se portera plus précisément sur l'introduction potentielle de « failles » relatives aux voitures capables d'utiliser des carburants neutres en carbone. Cela pourrait ouvrir de nouvelles perspectives en termes de développement des V12 et V8 actuels et de réelles opportunités de prolonger la carrière des Lamborghini à moteur thermique

## Toyota rappelle une deuxième fois des véhicules pour corriger le même problème

De temps en temps, il arrive qu'un rappel ne suffise pas à corriger un problème.

Toyota fait ainsi revenir en atelier plus de 500 Auris, CH-R ou Corolla qui avaient pourtant fait l'objet d'une précédente campagne pour un possible défaut de pompe à carburant.

Recevoir un courrier pour un rappel n'est pas forcément une mauvaise nouvelle. Cela signifie que le constructeur va corriger un problème sur votre véhicule sans que vous ayez à payer les pièces ou la main-d'œuvre, même si la garantie a expiré depuis longtemps. Mais la lettre que Toyota a envoyé à 522 automobilistes français risque tout de même de laisser certains d'entre eux dubitatifs. Elle leur demande en effet de revenir en atelier... pour un défaut qui avait normalement été rectifié par une précédente campagne, lancée en octobre 2023 et étendue en juin 2024. Le code 24SD-149 a d'ailleurs été conservé pour désigner ce rappel, et il porte toujours sur la pompe à carburant haute pression des modèles concernés. Une pièce qui cause décidément des misères aux constructeurs japonais ces temps-ci puisque Honda doit aussi faire retourner au garage des millions de voitures, dont plus

de 15 000 en France, à cause de cet organe crucial.

### Une pompe à carburant qui s'use trop vite

Chez Toyota, le nombre de véhicules est bien plus faible, du moins dans l'Hexagone. Il est vrai que seuls deux moteurs très peu diffusés chez nous sont touchés. Le premier est un quatre-cylindres 1.2 turbo (code 8NR) qui n'a équipé que la dernière génération de la Toyota Auris et le Toyota C-HR sur notre marché, ainsi que la Corolla dans d'autres pays. Le deuxième est un 2.0 turbo (code 8AR) destiné à la filiale haut de gamme Lexus, qui ne nous a pas indiqué le nombre d'exemplaires touchés pour l'instant. Sur ces deux quatre-cylindres, la pompe à essence pourrait souffrir d'une usure prématurée en raison d'un défaut de fabrication, avec un risque de fuite de carburant à la longue. Dans les cas les plus graves, un incendie n'est ainsi pas exclu.

### Un logiciel d'inspection qui fait des siennes

Cela a donc justifié de faire revenir quelques centaines de véhicules en atelier une première fois.



Un logiciel d'inspection a alors été utilisé afin de déterminer si la pompe à carburant avait besoin d'être remplacée. Mais chez certains concessionnaires, Toyota s'est aperçu qu'une version logicielle incorrecte avait été employée. Il a donc pu arriver que la pièce incriminée ne soit pas changée alors que c'était pourtant nécessaire ! Pour y remédier, la marque nipponne a donc relancé son rappel. Dotés cette fois d'un logiciel mis à jour, les ateliers devront toujours inspecter la pompe

à essence des véhicules, et la remplacer si nécessaire. L'intervention pourra varier entre 5 mn environ, si cette vérification suffit, et près de deux heures s'il faut changer la pièce. Dans tous les cas, elle sera intégralement prise en charge par la marque.

### Quels sont les véhicules concernés ?

Les Corolla, Auris et CH-R concernés ont tous été fabriqués entre le 12 septembre 2017 et le 8 novembre 2022. Chez Lexus, la

plage de production ne nous a pas encore été donnée. Elle devrait cependant être similaire, sachant que seul l'ancien Lexus NX 200T semble ici convoqué sur notre marché. Dans tous les cas, les propriétaires devraient recevoir un courrier. Sachez toutefois que Toyota propose également un service en ligne pour vérifier si son véhicule fait l'objet d'un rappel. Il vous suffira alors de vous munir du numéro de série, indiqué à la lettre E de votre carte grise.

## INDUSTRIE 4.0

# Panzani enclenche la transformation digitale de sa production

Après son rachat par un fonds britannique, le fabricant de pâtes et semoules Panzani a engagé une transformation digitale de sa production. Il a d'abord mis en place une gestion de la fabrication (MES), qu'il complète aujourd'hui avec une planification des ventes et des opérations (S&OP).

Vendu mi-2021 au fonds britannique CVC Partners par le groupe agroalimentaire espagnol Ebro, le fabricant de pâtes et semoules français Panzani reprend progressivement la main sur son SI, et pousse en particulier la digitalisation de son organisation industrielle. En 2023, l'entreprise a accueilli un nouveau DSI, Frédéric Le Goebel, avant de se lancer dans l'équipement de ses semouleries avec une gestion de la fabrication (MES). En l'occurrence, celle de l'éditeur spécialisé dans le domaine Sedapta, filiale du Finlandais Elisa Industriq, lui-même éditeur d'IA et de machine learning pour les télécoms et l'industrie. En cette fin d'année 2024, Panzani poursuit la transformation digitale de ses appareils industriels et logistiques en installant la suite de planification des ventes et des opérations (S&OP) de Sedapta, pour un pilotage tactique, marketing et financier, entre autres, de ces derniers.



### 3 usines et 3 moulins équipés

La suite S&OP de l'éditeur italien comprend une orchestration des processus, des tableaux de bord et une tour de contrôle avec simulation, ainsi que des modules d'optimisation de stocks (Inventory management), de planification

des ressources et des approvisionnements (Resource & Supply Planning) et d'optimisation de la distribution (Order Promising). Panzani en a équipé ses trois usines et ses trois moulins situés en Île-de-France et dans les Bouches-du-Rhône, et a installé le module S&OP dans ses trois entrepôts logistiques.

L'objectif, comme le précise le communiqué des deux entreprises, consiste à « optimiser la planification de la production, anticiper les variations de la demande, maîtriser les niveaux de stocks tout en garantissant une disponibilité optimale des produits et améliorer le taux de service client en simulant différents scénarii de prévisions ». Panzani espère aussi « améliorer la visibilité sur ses besoins auprès de ses fournisseurs externes et internes (semouleries) ». Tout en étant en mesure de lancer plus facilement de nouveaux produits « avec la simulation en amont de déploiement complexe des stocks optimisés », d'éviter les ruptures et de réduire les dépannages intersites, de mieux dimensionner les équipes en fonction des effets de saisonnalité et des variations de la demande, ou encore de stabiliser et améliorer la planification avec un plan de production ordonnancable.

## PRÉPARATION DES DONNÉES POUR L'IA

# Le hiatus entre dirigeants et équipes informatiques

Selon une étude de Capital One, les décideurs sont persuadés que leurs données sont prêtes pour l'IA, mais la réalité du terrain voit leurs équipes IT passer des heures à mettre les data en forme et finalement passer à côté d'opportunités réelles d'automatisation.

Les chefs d'entreprise peuvent être convaincus que les données de leur entreprise sont prêtes pour l'IA, mais ce n'est pas du tout le point de vue des équipes informatiques qui passent souvent des heures chaque jour à mettre en forme ces data. Près de neuf chefs d'entreprise sur 10 interrogés dans une récente enquête de Capital One sur l'état de préparation à l'IA, affirment que les écosystèmes de données de leur entreprise sont prêts pour le déploiement de systèmes d'IA à grande échelle. Un point de vue en décalage total avec celui des équipes informatiques. 84 % des informaticiens, data scientists, data architects et des data analysts interrogés passent au moins une heure par jour à résoudre des problèmes liés aux données, plutôt que de travailler sur l'exploitation concrète de l'IA. 70% d'entre eux y passent même entre une et quatre heures quotidiennes et 14 %, plus de quatre heures.

### Un malentendu profond

L'enquête met ainsi en évidence un « malentendu profond chez de nombreux décideurs concernant le travail nécessaire sur les data pour déployer la plupart des outils d'IA », comme le précise John Armstrong, directeur technique de Worldly, une plateforme d'analyse des données pour la supply chain durable. « Ils ont l'impression qu'il suffit de jeter des données à manger à l'IA et que cela résoudra tous les problèmes. Un des rôles des experts techniques est bel et bien d'éduquer les décideurs sur ce qu'il est possible ou non de faire pour atteindre son objectif. » Les conséquences de cette perception erronée et persistante sont énormes, selon lui. « Si l'organisation data



d'une entreprise n'est pas préparée, elle pourrait dépenser littéralement des millions de dollars pour une solution inadéquate et en sortir de mauvais résultats ». Pour Justice Erolin, CTO de la société de service Bairesdev, il suffit parfois de projets pilotes réussis ou de la démonstration d'un algorithme performant pour donner de faux espoirs aux dirigeants. « Or, une vision holistique du sujet raconterait une tout autre histoire ! ». Un des clients de Bairesdev aurait ainsi eu la surprise de consacrer 30% d'un projet d'IA à intégrer ses systèmes existants. De façon générale, lorsque les équipes data ou IT doivent quotidiennement s'atteler durant des heures à réparer les données, il s'agit souvent d'un signe d'impréparation de la data de l'organisation aux exigences de l'IA. Les entreprises prêtes à passer l'IA devraient d'ailleurs au moins automatiser en partie la gestion des données, et ne pas employer leurs experts data pour le maintien opérationnel de l'IA et le nettoyage des données.

### Le problème de l'existant

Pour Rupert Brown, CTO et fondateur d'Ev-

dology Systems, un fournisseur de solutions de conformité, les systèmes existants qui ne collectent et ne stockent qu'une quantité limitée de données font partie du problème. Certaines entreprises exploitent des logiciels et des middleware anciens qui ne sont pas conçus pour collecter, transmettre et stocker des données de manière adéquate pour alimenter les modèles d'IA modernes. « Dans le futur proche, la non-qualité des données va encore limiter l'intérêt de l'IA, ajoute Rupert Brown. Les systèmes existants qui fonctionnent avec des champs de taille limitée par exemple, ou des numéros de compte également limités, qui doivent être recyclés, sont toujours répandus dans l'industrie, ce qui engendre des corrections que l'IA ne peut pas comprendre. »

### Éduquer les parties prenantes

Pour pallier ce décalage entre une confiance trop élevée des dirigeants dans la préparation des données et le travail quotidien nécessaire des équipes IT pour maintenir la data, il est essentiel d'éduquer les parties prenantes non techniques aux réalités et aux défis de la mise en oeuvre de l'IA.

« Lorsque les dirigeants comprennent les vrais enjeux de l'IA et le temps que les équipes techniques consacrent à y répondre, ils sont davantage susceptibles d'investir dans des pratiques data robustes et d'aligner les attentes des uns et des autres », estime Justice Erolin. Pour Terren Peterson, vice-président de l'ingénierie des données chez Capital One, le succès de la GenAI pourrait bien aider à engager ce type de démarches. « L'hygiène, la qualité et la sécurité des données sont autant de sujets dont nous parlons depuis 20 ans, explique-t-il. Mais aujourd'hui, le succès de l'IA et du machine learning pourrait bien attirer davantage l'attention sur ces éléments fondamentaux de la gestion de données ! Et la révolution de la GenAI pourrait aider à comprendre que la qualité des données est cruciale. Même si ces sujets sont longtemps restés au fin fond des ordres du jour des DSI, ils vont désormais devenir prioritaires. »

### De petits prototypes

Alors que de nombreux chefs d'entreprise se passionnent aujourd'hui pour le déploiement de la GenAI, John Armstrong de Wordly recommande aux responsables informatiques de se concentrer sur les cas d'usage, plutôt que sur des technologies d'IA spécifiques. Dans certains cas, les technologies les plus anciennes, telles que le machine learning ou les réseaux neuronaux, seront plus adaptées et beaucoup moins chères pour l'objectif envisagé. « La GenAI utilise d'énormes quantités d'énergie par rapport à d'autres outils d'IA », note-t-il par ailleurs. Pour lui, les DSI devraient aussi plutôt lancer de petits prototypes pour trouver les meilleurs cas d'usage de l'IA pour leurs organisations, tout en sachant que certaines expériences ne fonctionneront pas. « L'expérimentation n'a pas besoin d'être gigantesque, mais elle suffira à familiariser l'entreprise avec l'IA », poursuit-il.



## Le Brent à 73,66 dollars hier à Londres

Les cours du pétrole grimpent légèrement mercredi avant une probable baisse de 0,25% des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed), et alimentés par une baisse des réserves commerciales de brut aux Etats-Unis.

Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 0,64% à 73,66 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, gagnait 0,71%, à 70,58 dollars. "Une réduction de 0,25 point de pourcentage est largement attendue ce soir" (mercredi, NDLR) lors de la réunion de la Fed, expliquent des analystes, ce qui devrait "stimuler la croissance économique et, par conséquent, la demande de pétrole".



### RÉUNION MINISTÉRIELLE ARABO-CHINOISE SUR L'HABITAT

## Adoption d'une feuille de route pour renforcer la coopération en matière de construction

La 1ère réunion ministérielle arabo-chinoise sur l'habitat et le développement urbain, tenue mardi à Alger, a été sanctionnée par l'adoption d'une feuille de route visant à renforcer la coopération entre les deux parties dans le domaine des nouvelles techniques de construction et de la formation des cadres des pays arabes dans le domaine de l'habitat. Lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le ministre chinois de l'Habitat et du Développement urbain et rural, Ni Hong et le sous-secrétaire général et chef du département des Affaires économiques à la Ligue Arabe, Ali Bin Ibrahim Al Maliki, au terme de la réunion, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, président en exercice du Conseil des ministres arabes de l'habitat, Tarek Belaribi, a précisé que les deux parties sont convenues d'adopter une feuille de route fixant une série de mécanismes à même de permettre aux cadres des pays arabes de bénéficier des avancées chinoises en matière de construction, notamment les technologies de construction rapide.

### RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## Examen de projets de décrets exécutifs et exposés relatifs à plusieurs secteurs

Le Gouvernement a examiné mercredi, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, deux projets de décrets exécutifs relatifs aux marchés publics et aux règles de prévention et de réduction des risques de catastrophes et a entendu des communications sur les prestations de service public de l'eau et d'assainissement ainsi qu'une série de mesures relatives à la mise en œuvre de projets de développement, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 18 décembre 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales des marchés publics, qui vient en application des dispositions de la loi 23-12 du 5 août 2023, fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et s'inscrivant dans le cadre du parachève-

ment du cadre réglementaire visant à renforcer la transparence et l'égalité de traitement dans l'accès à la commande publique et assurer sa mise en œuvre effective ainsi qu'à promouvoir un climat concurrentiel répondant aux normes de qualité et permettant une exploitation optimale des ressources publiques. Par ailleurs, et dans le cadre de la finalisation de la promulgation des textes d'application de la loi 24-04 du 26 février 2024, portant les règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités d'élaboration et d'exécution des plans généraux de prévention des risques de catastrophes, et qui identifie les secteurs chargés de leur élaboration selon les différents types de risques. Et dans le cadre des communications sectorielles relatives aux services publics au profit des citoyens, le Gouver-

nement a entendu une communication sur les prestations de service public de l'eau et d'assainissement, où il a été fait état des efforts consentis par les Pouvoirs publics afin de satisfaire les besoins fondamentaux de la population de manière équitable et pérenne dans le cadre du programme relatif au renforcement de la sécurité hydrique du pays décidé par Monsieur le Président de la République, notamment en termes de mobilisation, de production et de distribution de l'eau, ainsi que l'amélioration de la qualité des services fournis, le contrôle de la qualité de l'eau et la lutte contre le phénomène de gaspillage de cette ressource vitale. Enfin, le Gouvernement a examiné une série de mesures relatives à la mise en œuvre de projets de développement d'envergure, tels que le programme de développement des chemins de fer et des transferts d'eau, ainsi que le projet relatif à la zone de libre-échange à la ville de Tindouf".

### Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

## La Syrie : le jour d'après, de quoi sera fait ?

**Le pouvoir syrien est tombé en moins de 10 jours, sans surprise pour beaucoup. Pourtant, le processus de cette chute a commencé il y a plus de 13 ans. Cette fois-ci le mode opératoire a obtenu un consensus quasi-total de toutes les parties prenantes locales et internationales.**

Selon certaines sources, même les tenants du pouvoir n'étaient pas surpris par la rapidité de la chute et le retrait des forces de l'armée régulière. Il n'est pas dans notre propos d'analyser ce qui réellement s'est passé en amont de cette chute soft, nous nous limitons aux questions économiques du jour d'après. Beaucoup d'écrits d'experts et de chroniqueurs de presse ont avancé des hypothèses ou parfois des assertions sur les négociations ayant abouti à la chute du pouvoir Baath et son remplacement par les nouveaux « vainqueurs » sortis d'organisations classées terroristes par les pays comme les USA et l'UE. La lessiveuse a bien fonctionné en transformant des « rebelles terroristes » en dirigeants fréquentables.

Le nouveau pouvoir a été accueilli avec bienveillance et considération par les différents Etats et diplomates. Une semaine après leur prise de pouvoir et déjà trois ambassades sont installées à Damas : Turquie, Qatar et Jordanie. Les deux principaux alliés de l'ancien régime, Russie et Iran, déclarent entretenir des contacts avec les nouveaux maîtres de Damas ; ont-ils été impliqués dans les « négociations » en amont ? Les USA aussi déclarent avoir des contacts avec les nouveaux dirigeants. Jamais une prise de pouvoir par les armes n'a été aussi lisse et soutenue par les pays occidentaux. Dans le monde arabe, hormis le Qatar, aucun pays n'a encore exprimé une position franche vis-à-vis du nouveau pouvoir en Syrie.

La ligue arabe qui a exclu la Syrie d'El Assad, de ses rangs (réintégrée en 2022) brille par son silence. Les jours, les mois et les années à venir fourniront certainement les détails sur ce qu'il s'est passé réellement à ce sujet. La Syrie a cristallisé, au cours des dernières années, les contradictions et les oppositions dans les relations internationales. Les intérêts dans cette région

sont tellement divergents que le statu quo a été maintenu et parfois souhaité pendant très longtemps.

Alors qu'elles seraient les conséquences économiques de cette « transformation majeure » ?

Le magazine Afrique-Asie.fr a même titré sa « Une » du 11 décembre 2024 : « Syrie – Gagnants et Perdants ou les deux ». Et il prédit que le pays se désagrège en précisant : « Les acteurs extérieurs et intérieurs tenteront de s'emparer et/ou de contrôler autant de parties du cadavre qu'ils le pourront. » En gros, selon ce magazine, les gagnants sont Israël, Turquie et USA, alors que les perdants sont la Russie, l'Iran et les Kurdes. D'autres publications et déclarations sont au contraire optimistes pour l'avenir de la Syrie. Il n'y a aucun doute que les syriens sont les plus grands gagnants de la chute du régime El Assad si le pays retrouve son unité et récupère l'intégralité de son territoire dont plusieurs régions sont aujourd'hui occupées ou sous contrôle de puissances étrangères (Turquie, Iran, USA, Israël, Russie) et des protagonistes intérieurs (Kurdes, Daesh, Alaouites, autres factions armées).

L'économie syrienne était très dynamique dans les années antérieures à la crise. Une agriculture très productive grâce à un système d'irrigation ingénieux sur les bords de l'Euphrate et un tissu de PME très entrepreneuriales dans les industries manufacturières, la construction et les services. L'économie informelle est très florissante et emploie de nombreux syriens.

Le Qatar, qui n'est pas cité, est certainement l'un des gagnants au plan géopolitique et économique. La disparition du verrou syrien (d'El Assad) pour l'acheminement de son gaz vers la Turquie et l'Europe est l'enjeu principal de cette mutation. Ce gazoduc allant de Qatar à la Turquie doit passer par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie. A priori, ce gazoduc ne fait pas l'affaire de la Russie, sauf à considérer que la Russie a fait le deuil du marché européen pour son Gaz qui est aujourd'hui vendu en Asie (la Chine et l'Inde principalement).

D'autre part, avec le Gaz du Qatar, celui de l'Azerbaïdjan et même d'Iran, la Turquie se positionnera avanta-

geusement comme Hub gazier de premier plan en Europe et en méditerranée. Le transport du gaz par gazoduc donne un avantage certain par rapport au transport du GNL par méthaniers. Selon ce schéma, le marché européen, le plus important actuellement, verra une compétition entre plusieurs sources d'approvisionnement dont l'Algérie.

La relance de l'économie syrienne devra se faire par la reconstruction. Les besoins sont énormes en termes d'infrastructures de toutes natures (villes et logements, réseaux routiers, réseaux d'énergies et d'eau, bâtiments publics, infrastructures éducatives et sanitaires...). Les estimations des besoins varient entre 500 et 600 Mds de \$ sur 10 ans. L'aide internationale bilatérale ou multilatérale par les bailleurs de fonds institutionnels et l'investissement privé par un financement sur les marchés financiers et bancaires. Au cours des premières années, ce sont les aides directs qui vont servir d'amorçage à une dynamique économique. La reconstruction sera un levier déterminant dans la relance de l'économie par une distribution de revenus et une demande de différents produits comme les matériaux de construction, les produits industriels, les produits de consommation et les services de base.

La Syrie avait un système bancaire très archaïque. Sa modernisation doit être une priorité pour gérer les flux financiers induits par les programmes de reconstruction. La phase de reconstruction sera décisive pour attirer les investisseurs privés locaux et internationaux. Sans la solidarité de la communauté internationale et l'intervention massive des institutions financières internationales, la reconstruction peut prendre plusieurs décennies et l'économie s'enlisera dans des rouages de marché noir, de trafic de tout genre qui conduiront à une paupérisation à grande échelle, c'est-à-dire un nid pour tous les trafics et tous les extrémismes.

Le jour d'après peut conduire, si on ne prend pas les résolutions nécessaires et fermes aux niveaux local et international, à toutes les options.